

Vive l'Anarchie - Semaine 41, 2023

Sommaire

- Athènes (Grèce) : Violente attaque incendiaire d'une filiale d'Eurobank
- Fougères (Bretagne) : briser le dressage étatique
- Le chiffre du jour : 10 000
- Verfeil-sur-Seye (Tarn-et-Garonne) : arrestation suite au sabotage contre la future A69 [MàJ]
- Chignin (Savoie) : parking de Tesla flambées
- Procès des inculpé-es du 8.12 - Semaine 2
- Procès des inculpé-es du 8.12 - Semaine 1
- Trentino (Italie) : Nasci arrêté
- Altdorf (Allemagne) : attaquer l'énergie éolienne !
- L'Etat annonce la construction de 12 nouveaux centres de rétention (CRA)
- Italie – op. Scripta Scelera : Gino transféré à la prison d'Alessandria
- Rome (Italie) : Alfredo hors du 41-bis ! Fermer le 41-bis !
- A week of agitation in solidarity with Mónica Caballero and Francisco Solar, anarchists on trial since 18th July, intransigent in the face of power. Initiatives in Santiago (Chile, 3-6 October 2023)
- Berlin (Germany): two excavators set on fire at a Strabag construction site
- Daly City (USA) : Vitres brisées au bureau de recrutement des forces armées
- USA : Tous les compromis pour défendre la Terre Mère
- Carapatage #56 : L'arrivée en prison (04.10.23)
- Nouvelle application de la loi Kasbarian-Bergé aux Lilas (93)
- Réunion publique contre les Centres de Rétention Administrative, avec l'assemblée anti-CRA d'IDF
- L'Hospitalet de Llobregat (Espagne) : Sabotage d'un boîtier sur les voies ferrées de la RENFE
- Leurs guerres, Nos morts !
- Against the Party of Insurrection: A Look at Appelism in the U.S.

- Périgueux : Soutien aux inculpés du 8/12

Athènes (Grèce) : Violente attaque incendiaire d'une filiale d'Eurobank

Publié le 2023-10-09 19:25:03

Act for Freedom Now! / lundi 9 octobre 2023

Chaque jour, le pouvoir nous révèle son vrai visage, en opprimant et en pillant nos vies. C'est en réponse que, aux premières heures de dimanche 24 septembre, **nous avons procédé à une effraction et au déclenchement d'un incendie, aux dépenses d'une filiale de la banque Eurobank**, sur la rue Evelpidon.

La sophistication technologique et la militarisation du tissu urbain ont façonné une trame de surveillance généralisée et de contrôle de nos mouvements. Les systèmes de sécurité, les patrouilles continues, les forces permanentes de l'ELAS [*la police grecque ; note d'AFFN!*], le ciblage et la surveillance incessante sont les méthodes par lesquels le pouvoir se déchaîne.

Une autre méthode qui intensifie le régime d'autocratie technologique est celle des nouvelles cartes d'identité, qui intègrent les empreintes digitales et des données biométriques précises, en constituant ainsi une autre flèche dans le carquois du système. Ce climat de putréfaction et de misère est confirmé aussi par la nouvelle loi « anti-travailleurs », qui légalise les 13 heures d'esclavage [*par jour (aussi sur deux, ou plus, emplois différents) et sur une semaine de six jours – c'est l'une des joyeusetés de la loi votée par le parlement grec le 22 septembre dernier ; NdAtt.*] et les horaires « alternés » et interdit les grèves. Il est donc claire que les conditions de vie dans cette société-prison deviennent de plus en plus difficiles.

Nos esprits et nos cœurs ne peuvent pas oublier ceux/celles qui sont enfermé.es dans les cellules de la démocratie bourgeoise, les prisons visibles. Derrière les murs, les prisonnier.es sont en train de mener une lutte d'une ampleur maximale, contre le nouveau code pénal, par des grèves de la faim et des réductions.

Par conséquent, ceux/celles qui ne défient pas activement le système et le pouvoir en général sont autant coupables que les oppresseurs, car elles/ils perpètrent ainsi notre asservissement.

Nous proposons une contre-attaque, par tous les moyens, jusqu'à et y compris la démolition de la dernière prison, « visible et invisible », et une solidarité concrète avec les individus qui sont sous le feu du pouvoir.

Anarchistes

Fougères (Bretagne) : briser le dressage étatique

Publié le 2023-10-09 19:45:04

Ille-et-Vilaine : Plusieurs départs de feu dans un lycée,



bre 2023

Le lycée public Jean Guéhenno, à Fougères, a été

touché par un incendie dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 octobre 2023 vers 0h30 du matin. Selon le rectorat, **plusieurs départs de feu ont été signalés en différents endroits du bâtiment au cours de la nuit. Un étage du lycée a notamment été endommagé par les flammes**, sans que l'on sache pour l'heure l'ampleur des dégâts. L'intervention des pompiers a permis de maîtriser le sinistre mais le bâtiment a subi quelques dégâts.

Ce lundi 9 octobre, les élèves de la voie professionnelle et des filières technologiques ont tous pu être accueillis, **mais les cours ont été annulés pour les 500 élèves des filières générales (de la seconde à la terminale) ce lundi 9 octobre**. Emmanuel Ethis, recteur de la région académique Bretagne, a fermement condamné un « *acte probablement criminel envers un lycée de la République* » et a apporté son soutien à l'ensemble de l'équipe du lycée Jean Guéhenno.

Le chiffre du jour : 10 000

Publié le 2023-10-09 19:55:03

Le ministre de l'Intérieur dévoile des chiffres inédits. Auditionné par la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les groupuscules violents, ce jeudi, Gérald Darmanin a indiqué le 5 octobre que **10 000 personnes « d'ultra gauche » étaient suivies par les services de l'État, dont « 3000 fichées S ».**

[Et plus précisément 8000 personnes suivies à ce titre par la DR-PP, *Direction du Renseignement pour la préfecture de police de Paris* et les *Renseignements territoriaux*, et 3000 fichés S suivis par la *DGS*]

D'après lui, ce terme ne désigne pas « *quelqu'un qui commet obligatoirement des actes répréhensibles, mais quelqu'un qui peut être en contact, qui finance, ou qui est en lien très serré avec quelqu'un qui pourrait le faire* ». Devant les députés, l'ancien maire de Tourcoing a également précisé que **5300 individus étaient fichés S « islamistes » et 1300 fichées S « d'ultra-droite ».**

(*Le Parisien*, 5 octobre 2023)

Verfeil-sur-Seye (Tarn-et-Garonne) : arrestation suite au sabotage contre la future A69 [MàJ]

Publié le 2023-10-09 20:45:03

Arrestation d'une femme suspectée d'avoir incendié des véhicules lors d'une action anti-A69

France3/La Dépêche/Reporterre, 5 octobre 2023

Elle est passée des salles de cours au box des prévenus. Une enseignante de philosophie dans un établissement scolaire du Tarn-et-Garonne a été arrêtée ce mercredi. Au petit matin, certains habitants de Verfeil-sur-Seye, le village dans lequel elle vit, ont en effet été surpris par la présence de nombreux gendarmes de la brigade de recherches de Muret.

La femme, décrite comme une militante proche de l'extrême gauche, est soupçonnée d'appartenir à un collectif « *anti A69* ». **L'incident s'est produit le 10 février lorsqu'un groupe de personnes a pénétré dans les locaux d'une entreprise chargée de la construction de l'autoroute entre Castres et Toulouse, provoquant l'incendie de deux véhicules de la société NGE**, causant un préjudice d'environ 50 000 euros.

Quelques minutes après leur action, de nombreux journalistes du département ont reçu un courriel anonyme. Dans ce mail, un collectif revendiquait cette attaque « contre l'autoroute A69 ». « *L'autoroute ne passera pas*, écrivaient les saboteurs. *Jeudi soir, quelques véhicules ont malencontreusement brûlé au siège de NGE, sur la route d'Ox, près de Muret. Comparé à leur capacité de nuisance, ce n'est pas grand-chose, mais que ce geste résonne comme un avertissement à NGE et autres bétonneurs de malheurs.* »

Ce n'était pas la première fois qu'une entreprise était visée par des activistes. En décembre dernier, dans le Tarn, un collectif baptisé *La Buse* avait aussi revendiqué le sabotage d'une pelleteuse utilisée pour des fouilles archéologiques préventives sur le tracé de la future autoroute.

Après plusieurs mois d'investigations et l'analyse des images de vidéosurveillance, les militaires pensent que cette femme fait partie du groupuscule opposé au projet de l'A69. Déjà connue par la justice pour avoir participé à une action contre la société *Lafarge*, dans le sud-

est de la France, **la suspecte a préféré garder le silence lors des interrogatoires et passera en procès le 21 novembre prochain.** En attendant cette date, la trentenaire pourra continuer d'enseigner la philosophie à ses élèves.

Autoroute A69 : prison avec sursis pour une professeur de philosophie accusé d'avoir incendié deux camions

La Dépêche, 15 février 2024

Le tribunal correctionnel de Toulouse a rendu son délibéré. Il a reconnu coupable une professeur de philosophie de 30 ans poursuivie pour des faits de destruction par moyen dangereux. Elle a été condamnée, ce jeudi, à huit mois de prison avec sursis.

Les faits se sont produits dans le contexte de la lutte de militants écologistes contre le projet d'autoroute A69 reliant Castres à Toulouse. Début février 2023, en pleine nuit, un incendie avait éclaté au sein de la société NGE à Muret, chargée notamment de participer à la construction de l'autoroute décriée.

Deux camions s'étaient embrasés puis un communiqué de presse de revendication était parvenu dans certaines rédactions. « *L'autoroute ne passera pas. Jeudi soir, quelques véhicules ont malencontreusement brûlé au siège de NGE, sur la route d'Ox, près de Muret. Comparé à leur capacité de nuisance, ce n'est pas grand-chose, mais que ce geste résonne comme un avertissement à NGE et autres bétonneurs de malheurs* », indiquaient, à l'époque, les auteurs.

Une enquête de gendarmerie avait été ouverte et confiée à la brigade de recherches de Muret. Leurs investigations les ont menés à un ADN sur le portail de la société. Et il a matché avec celui de cette enseignante, déjà présente dans les fichiers pour une action contre Lafarge dans le sud-est de la France.

Lors de l'audience, celle qui réside et travaille dans le Tarn-et-Garonne, a nié sa participation à cette action et a assuré qu'elle se trouvait, cette nuit-là, chez des amis. Le parquet avait requis 12 mois de prison dont six ferme à effectuer sous bracelet électronique. Les huit mois avec sursis prononcés ne seront pas inscrits à son casier judiciaire.

Chignin (Savoie) : parking de Tesla flambées

Publié le 2023-10-09 20:50:05



Incendie sur le parking d'une concession Tesla :

14 voitures électriques brûlées

Le Dauphiné/Numérama, 6 octobre 2023 (extrait)

« *J'ai été réveillé par le bruit d'une explosion* », nous raconte au téléphone le maire de Chignin, Michel Ravier. **L'incendie s'est déclaré vers 3 heures du matin, ce 6 octobre 2023, sur le parking du centre Tesla Chambery**, au niveau de la route nationale 1006. situé dans cette commune tranquille d'environ 1 000 habitants. Le maire arrive dans la foulée à la concession *Tesla*, peu après les premiers bruits d'explosion et juste avant les pompiers, qui ont rapidement œuvré à éteindre l'incendie. *Le Dauphiné Libéré* rapporte que 45 pompiers ont participé à l'opération. **Au total, 14 Tesla ont été détruites par les flammes**, avant que le feu puisse être maîtrisé par les pompiers.

Cet incendie rappelle évidemment un événement qui s'est déroulé au mois de septembre dans un service center *Tesla* allemand. L'incendie volontaire, déclenché par des activistes écologistes, avait détruit 15 voitures électriques *Tesla* dans une concession de Francfort. Une enquête de gendarmerie a été ouverte dans l'hypothèse d'une éventuelle piste criminelle.. Les vidéos des caméras de surveillance du centre *Tesla* ont été demandées par les autorités pour avancer dans l'enquête.



Procès des inculpé-es du 8.12 - Semaine 2

Publié le 2023-10-10 21:50:05

Suivi de la deuxième semaine du procès à Paris. Il a lieu du 3 au 27 octobre 2023 pendant 4 semaines du mardi au vendredi.

- # Mise à jour : 20 octobre 2023 à 23h18

Ajouts des CRs complet du jeudi et vendredi du blog de soutien au 8.12

- # Mise à jour : 15 octobre 2023 à 11h21

Ajouts des CRs du jeudi et du vendredi de Paris-luttes.info

- # Mise à jour : 13 octobre 2023 à 21h27

Ajout du compte rendu du mercredi 11 octobre : Audition de Flo (a propos des explosifs) et de l'expert en explosifs de la DGSI

- # Mise à jour : 13 octobre 2023 à 21h26

Procès des inculpé-es du 8.12 - Semaine 1

Publié le 2023-10-10 21:55:05

Suivi de la première semaine du procès à Paris. Il a lieu du 3 au 27 octobre 2023 pendant 4 semaines du mardi au vendredi.

- # Mise à jour : 10 octobre 2023 à 20h57

Ajout du compte rendu détaillé pour le jeudi 5 et vendredi 6

Trentino (Italie) : Nasci arrêté

Publié le 2023-10-11 06:35:02

Il Rovescio / mardi 10 octobre 2023

Notre ami et compagnon Nasci a été **arrêté ce matin par la DIGOS de Trente**, à la suite du refus, de la part du tribunal, des peines alternatives, **pour différentes condamnations** qui, ensemble, font un an et deux mois à purger.

Pour lui écrire :

Matteo Nascimben

Casa Circondariale di Spini di Gardolo
Via Cesare Beccaria, 13
38121 – Località Produttiva, Trento (Italie)

Altdorf (Allemagne) : attaquer l'énergie éolienne !

Publié le 2023-10-11 06:40:12



Attaquer l'énergie éolienne !

Traduit de l'allemand de Sozialer Zorn, 15 septembre 2023

La production industrielle d'énergies renouvelables est à l'origine de ce qui risque d'être le plus grand boom de destruction de la nature, sous la forme de mines pour l'extraction, d'accroissement des eaux empoisonnées, de pollution de l'air, de déforestation, de destruction des sols et d'accaparement des terres. Qu'il s'agisse d'énergies solaires, éoliennes, de biomasse ou d'autres énergie prétendument « vertes », toutes ont pour origine, tout comme les énergies fossiles, l'industrie colonialiste de matières premières qui détruit des écosystèmes.

Rien que la production et l'installation d'éoliennes avec leurs turbines et leurs batteries (sans parler du réseau électrique centralisé auquel elles doivent être reliées) exigent l'extraction de

matières rares et hautement toxiques, ainsi que des bateaux à grosse consommation de pétrole pour transporter les minéraux, des usines gigantesques pour les construire, d'autoroutes pour les transporter etc.

Cela porte aussi une énorme atteinte aux écosystèmes locaux.

Pour installer les éoliennes, d'immenses surfaces et des pans entiers de forêts doivent être abattus sur des kilomètres pour que des routes soient construites. Avec leurs pales, ces colosses hauts de plusieurs centaines de mètres déchiquettent les rapaces et les oiseaux migrateurs et signifient la mort pour beaucoup d'animaux sauvages, tels que les chauves-souris par exemple.

Mais à qui profitent les parcs éoliens et à quoi sert donc l'électricité ?

La plus grande part de l'énergie consommée sert à faire fonctionner une machine de mort industrielle. Les États et l'industrie ne peuvent renoncer à engloutir des quantités monstrueuses d'énergie pour mener des guerres et garantir le progrès capitaliste. Alors que les effets du changement climatique deviennent toujours plus visibles dans de nombreux endroits du monde, l'industrie, pourtant responsable de tous ces maux, prétend nous vendre la solution: la durabilité et les « énergies renouvelables ».

En 1950, la consommation d'énergie de l'économie atteignait près de 90 millions de terra joules par an, alors qu'elle s'élève actuellement à environ 580 millions de terra joules par an. A présent que les énergies fossiles, comme le charbon par exemple deviennent obsolètes de par leur sale image, l'industrie mise sur de prétendues « énergies renouvelables » pour se donner un vernis vert, afin que la soif de croissance, de progrès et de profit puisse se poursuivre. **De plus, dans un monde technologique non seulement dépendant, mais super dépendant de l'énergie électrique, il est important de diversifier les moyens de la produire.**

L'énergie éolienne et les autres « énergies renouvelables » sont ainsi un facteur important de la restructuration capitaliste et étatique.

Il n'est donc pas étonnant que le gouvernement allemand planifie d'ici 2032 d'utiliser jusqu'à 2% de la superficie du territoire pour les « énergies renouvelables », principalement pour des parcs éoliens et solaires. **Pour ce faire, la loi fédérale de protection de la nature a été expressément adaptée, autorisant désormais l'installation de parcs énergétiques jusque dans des zones protégées.**

L'imposture de la « transition énergétique »

Beaucoup de politicien-ne-s, d'initiatives citoyennes, de grandes entreprises et de groupes pour le climat aspirent à une « transition énergétique ». **Il n'y a pourtant pas de « transition énergétique » en cours. Il n'y en a jamais eu. Étant donnée la consommation d'énergie actuelle cela serait d'ailleurs totalement impossible.** En 2018, la part de courant électrique produit de manière prétendument « verte » n'était que de 30 %.

La généralisation de l'utilisation du pétrole n'a pas conduit à un abandon du charbon. L'introduction brutale de l'énergie atomique n'a absolument pas signifié la disparition des centrales électriques « classiques » fonctionnant au gaz, au fioul ou au charbon. Il n'y a pas de transition, il n'y a qu'un ajout aux énergies fossiles traditionnelles, dont l'extraction n'est pas non plus réduite par les nouvelles « énergies renouvelables ». À mesure que « l'énergie verte » se développe, l'énergie fossile se développe encore plus. Ce sont les mêmes entreprises, les mêmes États qui ont fait fortune avec le pétrole et le gaz, qui investissent désormais massivement dans les « énergies renouvelables ». **L'énergie éolienne industrielle n'est donc jamais autre chose que la continuation de la société de consommation industrielle et coloniale par d'autres moyens.**

A quoi peut ressembler la lutte contre l'énergie éolienne ?

La lutte contre les parcs éoliens ne doit en aucun cas signifier un appel à des alternatives, qu'elles soient prétendument « renouvelables » ou fossiles. Nous avons bien plus besoin d'une aspiration à un autre usage de l'énergie, non pas économique pour maintenir en place un système d'oppression, de guerre, et de domination, mais local et orienté sur les besoins. Cela signifierait un rejet du gouvernement, du capitalisme, de l'extractivisme, de l'accaparement des terres, du colonialisme et de toutes les autres facettes de la civilisation industrielle.

Pour en finir avec toute cette énergie, nous devons aussi en finir avec celles et ceux qui l'explorent, qui l'exploitent, qui la vendent, qui l'utilisent.

Nos luttes ne doivent pas aspirer à une « transition (énergétique) » ou à d'autres rhétoriques manipulatrices, mais doivent se diriger directement contre toute forme de production énergétique. La lutte contre l'énergie éolienne signifie une lutte contre la domination en général. Relions nos luttes et combattons ce qui maintient en vie la machine de mort industrielle : la production d'énergie.

Il y a beaucoup de formes d'actions contre les parcs éoliens. Du sabotage des

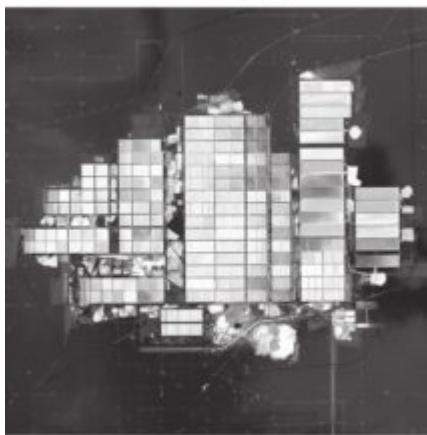
infrastructures existantes et des attaques contre les exploitants et les profiteurs jusqu'à des occupations de terres ou de forêts, en passant par la destruction d'engins de chantier et de stations [et mâts] de mesure pour des projets de parcs éoliens. Pour n'en citer que quelques-unes.

La plupart des parcs éoliens prévus seront construits sur des hauteurs et des endroits abrupts, parce que c'est là qu'ils pourront exploiter le vent le plus efficacement. Comme il s'agit généralement des dernières zones non aménagées et non protégées dans un pays aussi densément peuplé, des centaines d'hectares de forêts et d'espaces naturels dans toute l'Allemagne devront ou sont déjà en train de faire place à la construction d'éoliennes. Ces forêts doivent être défendues !

Presque tous les parcs éoliens programmés s'accompagnent de grandes campagnes médiatiques qui peuvent être de bonnes sources d'informations sur les emplacements, les projets et la progression des infrastructures prévues. De plus, de nombreuses initiatives mènent déjà des luttes locales contre l'installation de parcs éoliens. Mettons-nous en réseaux et luttons ensemble contre l'énergie éolienne !

En septembre, nous avons détruit plusieurs stations qui effectuaient des mesures pour le parc éolien prévu dans la forêt de Altdorf (Bade-Wurtemberg). Outre l'exploitation prévue du gravier, contre laquelle il existe déjà une résistance sous forme d'occupation forestière, plusieurs parcs éoliens doivent aussi faire leur apparition dans la forêt de Altdorf, la plus grande forêt d'un seul tenant de Haute-Souabe.

Pour ces moulins à vent, des surfaces de forêt doivent être abattues et l'écosystème local, plein de plantes, d'arbres, d'insectes, de chauve-souris, de rapaces et d'autres animaux sauvages doit être détruit. Les stations de mesure se trouvent partout dans la forêt, réparties sur de potentiels emplacements du parc éolien et elles servent aux recherches pour la mise en place du parc éolien dans la forêt de Altdorf.



grün gewachsene E-Mobilität
Umweltbericht, Herbst - Winter, 2023

[Communiqué initialement paru dans le bimestriel *Autonomes*

Blättchen n°54, septembre/novembre 2023, pp. 43-44]

L'Etat annonce la construction de 12 nouveaux centres de rétention (CRA)

Publié le 2023-10-11 06:45:04



Liste des villes sélectionnées pour y construire de nouveaux CRA

Le gouvernement a décidé d'augmenter à 3 000 places d'ici 2027 la capacité des centres de rétention administrative (CRA). Depuis le début du premier quinquennat de Macron en 2017, le nombre de places d'enfermement pour sans-papiers en attente d'expulsion avait déjà fortement augmenté, passant de 1400 à 1869 aujourd'hui.

Pour atteindre cet objectif, de nouveaux centres de rétention vont être créés dans plusieurs villes, dont la liste a été publiée par le ministère de l'Intérieur dimanche 8 octobre sur son compte X (anciennement Twitter). Une partie d'entre elles faisaient déjà partie du *Plan CRA 1* du ministère, avec celles **de Mérignac (Gironde), Nice (Alpes-Maritimes), Olivet (Loiret) et Périchet (Mesnil-Amelot)**, auxquelles vont donc désormais s'ajouter avec le *Plan-3000 places* celles **de Dijon, Oissel, Nantes, Béziers, Aix/Luynes, Goussainville**, ainsi que **le Dunkerquois et Koungou (Mayotte)**.

Si l'emplacement et les premiers plans du nouveau CRA du **Mesnil-Amelot** sont déjà connus

(voir ici) ; on sait aussi que le futur centre de rétention administrative de **Dijon** sera implanté sur l'ancienne base aérienne BA 102 à Longvic (selon le préfet de Côte-d'Or) ou que celui de **Nantes** qui devait initialement se situer proche de l'aéroport de Bouguenais (près de Saint-Aignan de Grandlieu) devrait finalement être construit à Nantes même, à proximité de la maison d'arrêt situé dans le nord de la ville... Quant à celui de **Oissel** (Seine-Maritime), il sera construit dans la forêt sur l'emprise qui appartient à l'école nationale de police (ENP), tandis que celui existant sera démolie.

La capacité d'accueil de chacun de ces centres sera de 140 places, et un budget de 240 millions d'euros sur quatre ans (2023 à 2027) a été alloué dans la *Loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur* (LOPMI).

[Synthèse de la presse locale, 8-9 octobre 2023]

Italie – op. Scripta Scelera : Gino transféré à la prison d'Alessandria

Publié le 2023-10-11 06:50:03

La Nemesi / lundi 9 octobre 2023

Opération Scripta Scelera : Gino Vatteroni a été transféré de la prison de Massa à celle d'Alessandria

Le compagnon anarchiste Gino Vatteroni a été transféré de la prison de Massa à celle d'Alessandria, dans la section Haute sécurité 2 (AS2), où des nombreux compagnons anarchistes ont été emprisonnés par le passé et où sont actuellement enfermés des militants communistes révolutionnaires. Le compagnon se trouve en régime de haute sécurité parce que l'accusation de provocation aux crimes et délits (art. 414 du code pénal) a la circonstance aggravante de la finalité de terrorisme (art. 270 bis, paragraphe 1 du code pénal).

Nous rappelons que le compagnon – arrêté le 8 août dans l'opération Scripta Scelera contre le bimensuel anarchiste internationaliste Bezmotivny et placé à l'origine aux arrestations domiciliaires avec toutes les contraintes et avec le bracelet électronique – a été transféré en prison le 4 octobre, à cause d'un durcissement de la mesure de contrôle judiciaire, décidé par le juge d'instruction suite à un rapport de la DIGOS. Le même jour, une autre compagne, Veronica, a reçu la notification du durcissement de son contrôle judiciaire, l'interdiction de sortir de sa commune de résidence, assortie de l'interdiction de sortir de chez elle de 19 heures à 7h, qui a été transformé en arrestations domiciliaires avec toutes les contraintes et avec le bracelet électronique.

Du coup, à la suite du durcissement des mesures de contrôle judiciaire, la situations des dix compagnons et compagnes, pour lesquels le procureur Manotti a demandé à deux reprises l'incarcération, est la suivante : en plus de Gino en prison à Alessandria, quatre autres compagnons et compagnes sont aux arrestations domiciliaires avec toutes les contraintes, trois ont l'interdiction de sortir de leurs communes de résidence, assortie de l'interdiction de sortir de chez eux de 19 heures à 7h, un autre a lui aussi l'interdiction de

sortir de sa commune de résidence, assortie de l'interdiction de sortir de chez lui de 21 heures à 6h. Enfin, un dixième compagnon est inculpé, mais sans aucune forme de contrôle judiciaire.

Avec ces provocations continues de la part de la DIGOS (nous rappelons qu'au cours de ces deux mois un compagnon a été placé en détention pendant quelques jours, dans l'attente qu'ils identifient son domicile, et qu'un autre a fait l'objet d'un durcissement de son contrôle judiciaire, transformé en arrestations domiciliaires, pour une présumée violation des contraintes), la police politique a enfin réussi – pour la première fois dans l'histoire récente – à placer un compagnon anarchiste en détention préventive, qui plus est en AS2, sur la base, de facto, d'un délit d'opinion. Cela se pose comme une énième escalade répressive contre la presse et les idées de l'anarchisme révolutionnaire en Italie, en continuité avec l'opération Sibilla et avec le transfert d'Alfredo Cospito au régime 41-bis, dans le but de frapper la participation que ce compagnon a continué à apporter au mouvement anarchiste, pendant dix ans, de derrière les barreaux. Face à l'offensive répressive de l'État, nous ne nous laisserons pas intimider par ces vraies politiques de guerre : nous persévérons dans l'agitation et dans la propagande anarchiste.

Solidarité avec Gino et avec tous les anarchistes et les révolutionnaires prisonniers !

Quelques anarchistes inculpés et solidaires

L'adresse pour écrire au compagnon :

Gino Vatteroni

Casa di Reclusione « San Michele »
Strada statale per Casale, 50/A
15121 – Alessandria (Italie)

Voici les coordonnées du compte pour la caisse en solidarité avec les compagnons sous enquête :

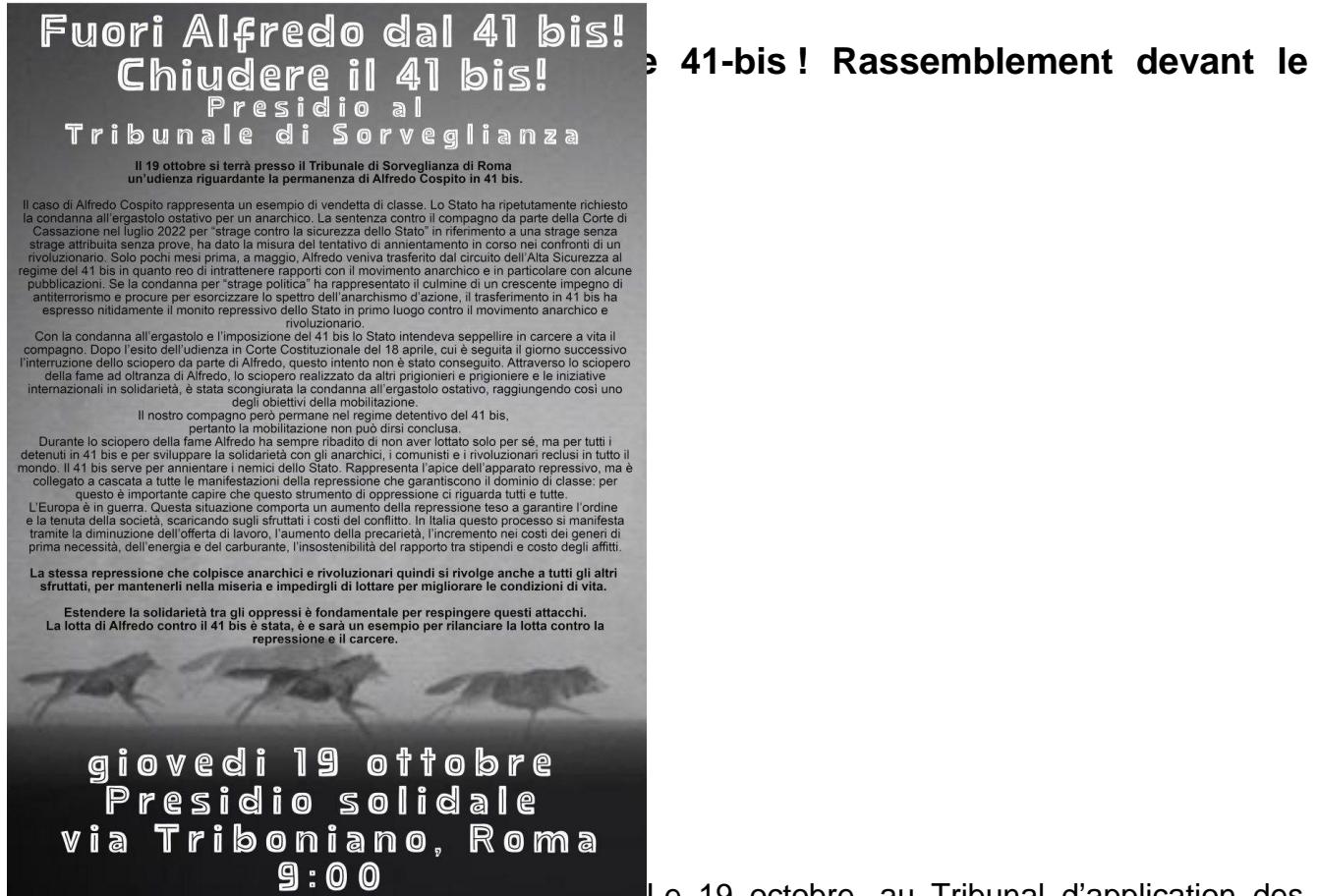
IBAN : IT12R3608105138290233690253

Titulaire : Ilaria Ferrario

Rome (Italie) : Alfredo hors du 41-bis ! Fermer le 41-bis !

Publié le 2023-10-11 06:55:05

reçu par mail (en italien) / lundi 9 octobre 2023



Le 19 octobre, au Tribunal d'application des

peines de Rome, aura lieu une audience concernant l'enfermement d'Alfredo en régime 41-bis.

Le cas d'Alfredo Cospito représente un exemple de vengeance de classe. L'État, par le biais du parquet de Turin, a demandé à plusieurs reprises sa condamnation à l'emprisonnement à perpétuité avec période de sûreté illimitée. La sentence que la Cour de Cassation a émis en juillet 2022 contre le compagnon, pour « massacre contre la sûreté de l'État » (l'ainsi-dit

« massacre politique », article 285 du code pénal), *pour un massacre sans massacre, attribué sans preuves*, a donné la mesure de la tentative d'annihilation en cours à l'encontre de ce révolutionnaire. En effet, juste quelques mois auparavant, en mai, Alfredo Cospito avait été transféré du régime Haute sécurité à celui 41-bis, car coupable d'entretenir des rapports avec le mouvement anarchiste, plus en particulier avec des journaux. Si la condamnation pour « massacre politique » a représenté *l'apogée d'un engagement croissant de l'antiterrorisme et des parquets dans l'exorcisme du spectre de l'anarchisme d'action*, sont transfert en 41-bis a clairement exprimé l'avertissement répressif de l'État, avant tout à l'encontre du mouvement anarchiste et révolutionnaire.

Cette mobilisation a eu le mérite de révéler à beaucoup de monde que le 41-bis – une *prison de guerre*, en des temps de guerre permanente déployée au niveau global – est une torture d'État. La mobilisation a donc dévoilé la fonction répressive de la Direction nationale antimafia et antiterrorisme (DNAA) et elle a mis en évidence le fait qu'en Italie une offensive contre-révolutionnaire préventive est en cours, contre les subversifs et plus en particulier contre les anarchistes. Une attaque qui se manifeste par les enquêtes continues pour association subversive, par l'expulsion des lieux occupés, par l'augmentation des peines pour les délits politiques, par l'utilisation constante des mesures de contrôle judiciaire et de celles de surveillance administrative (notamment la surveillance spéciale), par la criminalisation et la tentative d'élimination de la presse révolutionnaire, par le retour en grâce des délits d'opinion.

Avec la condamnation à l'emprisonnement à perpétuité et l'imposition du 41-bis, l'État avait l'intention d'enterrer notre compagnon dans une prison, pour toute sa vie. Avec le verdict de la Cour constitutionnelle du 18 avril, auquel a suivi, le lendemain, la fin de la grève de la faim d'Alfredo, le but de l'État n'a pas été atteint. Avec la grève de la faim de durée indéfinie d'Alfredo, la grève de la faim menée par d'autres prisonniers et prisonnières et les initiatives internationales en solidarité, sa condamnation à la perpétuité avec période de sûreté illimitée a été évitée, ce qui a donc permis d'atteindre un des objectifs de la mobilisation.

Cependant, notre compagnon reste enfermé dans le régime de 41-bis, par conséquent **la mobilisation ne peut pas être considérée comme terminée**.

Pendant sa grève de la faim – quand ses mots ont réussi à dépasser le voile d'isolement des prisons de Bancali et Opera – Alfredo a toujours affirmé qu'il ne luttait pas seulement pour lui-

même, mais pour tous les détenus en 41-bis et pour développer la solidarité avec les anarchistes, les communistes et les révolutionnaires enfermés dans le monde entier. La prison spéciale – dans les nombreuses formes que les États lui ont donné – sert pour séparer les détenus considérés comme plus dangereux et ceux qui sont plus conscients et politisés du reste de la population carcérale. Sa fonction est d'empêcher des protestations, des radicalisations, des révoltes, c'est-à-dire d'empêcher la réalisation d'une prise de conscience de la masse des détenus et donc qu'une lutte dans les prisons puisse se concrétiser, en tant que partie intégrante d'un plus large mouvement d'émancipation sociale. Parmi les dispositifs de détention spéciale, le 41-bis – une taule dans la taule – sert pour annihiler les ennemis de l'État. Il représente donc le sommet de l'appareil répressif, mais il est lié, en cascade, à toutes les manifestations de la répression qui garantissent la domination de classe : il est donc important de comprendre que cet instrument d'oppression nous touche tous et toutes.

L'Europe est en guerre. L'Italie fournit des armes et du soutien à l'État ukrainien et **dans chaque guerre à un *front extérieur* correspond un *front intérieur***. Cette situation comporte une augmentation de la répression, qui vise à garantir l'ordre et la tenue de la société, en faisant payer aux exploités les coûts du conflit. En Italie, ce processus se manifeste par la diminution de l'offre de travail, l'augmentation de la précarité, la hausse des prix des produits de première nécessité, de l'énergie et du carburant, par une tension insoutenable entre les salaires et les prix des loyers.

Tout cela s'insère dans une crise systémique qui est en cours depuis des années et qui est gouvernée par une classe politique complètement acquise à doctrine néolibérale, qui prévoit d'établir un modèle social fondé sur un écart grandissant entre les riches et les pauvres et sur la transformation des problèmes sociaux en problèmes d'ordre public. Le lien entre l'établissement de ce modèle de société, l'augmentation de la répression et l'augmentation de la population carcérale est évident.

La même répression qui frappe les anarchistes et les révolutionnaires s'adresse donc à tous les autres exploités, pour les garder dans la misère et leur empêcher de lutter pour améliorer leur conditions de vie. Nous citons quelques exemples parmi les manifestations les plus récentes de la féroce guerre de classe que les patrons mènent en ce pays.

Le massacre des migrants dans la Mer Méditerranée : en sont responsables le gouvernement italien et les institutions de l'Union Européenne, avec la connivence des gouvernements nord-africains.

La criminalisation des mineurs et de leurs familles : par le récente « décret Caivano »*, on durcit la politique réactionnaire de la « tolérance zéro ». Des pans entiers de la société sont condamnés à la pauvreté, à l'exclusion sociale, à la taule, et ça depuis la naissance.

La militarisation du territoire : l'attribution aux militaires de taches de gestion de l'ordre public augmente. Les récentes méga-opérations de la police dans les quartiers-ghettos montrent que la réponse de l'État à l'ainsi-dite détresse sociale est l'occupation militaire.

L'instauration d'une société du contrôle digital : on empêche les possibilités de mouvement, d'expression, de choix, par l'imposition de dispositifs ou de procédures technologiques (qu'on pense, par exemple, aux zone à faibles émissions, au Passe sanitaire, aux caméras de vidéosurveillance, tout comme aux technologies convergentes et à l'intelligence artificielle).

L'attaque contre les travailleurs : réalisé par des limitations du droit de grève, des réquisitions, des montages judiciaires contre des syndicalistes, des attaques de la police contre des piquets de grève et des blocages. Les ouvriers sont condamnés à mort pour faire augmenter les profits, comme en témoigne le massacre de Brandizzo**.

Élargir la solidarité entre les exploités est fondamental pour contrer ces attaques.

La lutte d'Alfredo contre le 41-bis a été, est et sera un exemple pour relancer la lutte contre la répression et la prison. En refusant reddition et compromis, il a stimulé une solidarité de classe, internationaliste et révolutionnaire.

Face à la répression, nous ne sommes pas intéressés à rassurer et à apitoyer les bourgeois, mais à réagir et à nous unir contre nos ennemis : l'État et le capital.

Rassemblement solidaire : jeudi 19 octobre, via Triboniano, Rome, à 9 heures.

Assemblée en solidarité avec Alfredo Cospito et les prisonniers révolutionnaires
Rome, octobre 2023

Notes d'Attaque :

* un décret de septembre dernier du gouvernement italien, censé lutter contre la « délinquance des mineurs ».

*** Dans la nuit du 30 au 31 août, un train de passage a écrasé des ouvriers qui étaient chargés de changer des rails, près de cette petite ville du Piémont. Cinq sont morts, deux ont été blessés, dans un accident clairement provoqué par la nécessité de faire baisser les coûts d'exploitation du réseau ferroviaire.*

A week of agitation in solidarity with Mónica Caballero and Francisco Solar, anarchists on trial since 18th July, intransigent in the face of power. Initiatives in Santiago (Chile, 3-6 October 2023)

Publié le 2023-10-11 17:55:03

A week of agitation in solidarity with Mónica Caballero and Francisco Solar, anarchists on trial since 18th July, intransigent in the face of power. Initiatives in Santiago (Chile, 3-6 October 2023)

DESDE EL 2 AL 6 OCTUBRE

SEMANA DE AGITACIÓN MONICA Y FRANCISCO

COMPAÑERXS ANARQUISTAS EN JUICIO DESDE EL 18

IRREDUCTIBLES FRENTE AL PODER



MARTES 3/ BARROTAZO /18RS
en la cárcel de san miguel. ureta cox con san fco.

JUEVES 5/ FORO / 19HRS
actualización del juicio. agustinas 2384

VIERNES 6/ MITTING / 19HRS
salida sur, metro santa lucia.

WE CALL FOR SOLIDARITY AND DISSEMINATION!

On 24th July 2020 the anarchist comrades Mónica Caballero and Francisco Solar were arrested, accused of the explosive attack by parcel bomb against the 54th police station of Huechuraba, at the ex-minister of the interior Rodrigo Hinzpeter and the bomb attack on the Tánica building, symbol of entrepreneurial power located in the neighbourhood of the rich.

After three years in custody, the trial began on 18th of July 2023 with which they intend to sentence them to decades of prison for having faced the powerful with anarchist action, and tried to destroy the monopoly of State violence.

In this context, we are making a call to extend events and actions in solidarity with the comrades.

Let's make the possibilities overflow!

Mónica and Francisco to the streets!

* * *

From 2 to 6 October: week of agitation in solidarity with Mónica Caballero and Francisco Solar, anarchist comrades on trial since 18th July, inflexible in the face of power.

Tuesday 3, *barrotazo*, 18:00: at San Miguel prison, Ureta Cox corner San Francisco.

Thursday 5, debate, 19:00: update on the trial, Agustinas 2384.

Friday 6, *meeting*, 19:00: south exit, metro stop Santa Lucia.

via: <https://lanemesi.noblogs.org/post/2023/09/26/settimana-di-agitazione-in-solidarieta-con-monica-caballero-e-francisco-solar-anarchici-sotto-processo-dal-18-luglio-irriducibili-di-fronte-al-potere-santiago-cile-3-6-ottobre-2023/>

Translated by Act for freedom now!

Berlin (Germany): two excavators set on fire at a Strabag construction site

Publié le 2023-10-11 18:00:02

Two Strabag excavators go on climate strike – Switch Off

de.indymedia, 23 September 2023

It's gratifying to see that attacks on the companies and infrastructures that fuel ecological catastrophe are currently multiplying. Even if they're just a drop in the ocean, they're an expression of the fact that not everyone is content to make demands of politicians or look on with resignation as the world goes to shit.

On the night of Monday September 18, we added two excavators belonging to the Strabag company to the list of targets attacked under the slogan "Switch Off". Unfortunately, we were able to extinguished before they definitively disappeared, but it was enough to bring the construction site on Köpenickerstraße in Berlin's Mitte district to a standstill.

Strabag, one of Europe's largest construction companies, is involved in every conceivable infamy on the planet, and each of its new building projects means a progression towards the destruction of nature, in favor of concrete deserts that already seem endless. That's why every interruption of the daily routine is a small satisfaction for us.

via: sansnom.

Translated by Act for freedom now!

See also:

- Switch off! – the system of destruction (<https://actforfree.noblogs.org/post/2023/08/04/switch-off-the-system-of-destruction/>)
- Paint Attack on the Mexican Consulate (<https://switchoff.noblogs.org/post/2023/05/25/farbangriff-auf-mexikanisches-konsulat/>)

The Repression Against Climate Activists Will Not Go Unanswered (<https://actforfree.noblogs.org/post/2023/07/31/germany-2-bmws-torched-in-munich-in-solidarity-with-climate-activists-facing-state-repression/>)

- Arson Attack on the Car of Bremen's Senator of the Interior Mäurer (<https://actforfree.noblogs.org/post/2023/08/03/arson-attack-against-the-senator-of-the-interiors-personal-car-in-bremen-germany/>)
- The costs of the energy transition ... and electric charging stations on fire (<https://actforfree.noblogs.org/post/2023/08/07/bremen-germany-burning-electric-charging-stations/>)
- Paint and Butyric Acid for a Golf Club (<https://switchoff.noblogs.org/post/2023/07/25/hh-switch-of-the-system/>)
- Attack on Deutsche Bahn – Stop Tren Maya (<https://switchoff.noblogs.org/post/2023/07/27/angriff-auf-deutsche-bahn-stop-tren-maya-switch-off/>)
- Berlin : fire at the antenna of a technology park (<https://actforfree.noblogs.org/post/2023/08/15/berlin-germany-fire-at-the-antenna-of-a-technology-park/>)
- Switch Off! Neighborhood and environment destroyer Züblin (<https://actforfree.noblogs.org/post/2023/08/28/arson-attack-against-a-vehicle-owned-by-environment-destroyer-zublin-in-berlin-germany/>)
- Decentralized sabotage of capitalist infrastructure in Hamburg (<https://actforfree.noblogs.org/post/2023/09/19/hamburg-germany-sabotaging-the-freight-traffic-of-one-of-europes-largest-ports/>)
- Car dealership in Gerresheim attacked with fire (<https://switchoff.noblogs.org/post/2023/09/11/autohaus-in-gerresheim-mit-feuer-angegriffen/>)
- Tesla in flames (<https://actforfree.noblogs.org/post/2023/09/23/tesla-in-flames-switch-off-the-system-of-destruction-frankfurt-germany/>)

Double Glass Smashing for the Climate Strike (

<https://switchoff.noblogs.org/post/2023/09/12/doppelt-glasbruch-fuer-den-klimastreik/>)

Daly City (USA) : Vitres brisées au bureau de recrutement des forces armées

Publié le 2023-10-12 10:50:03

Indybay / mardi 10 octobre 2023

Lors de la Nuit des Peuples indigènes, **nous avons brisé les neuf fenêtres du bureau de recrutement des forces armées**, dans l'ainsi-dite Daly City [*ville limitrophe de San Francisco ; NdAtt.*], en Californie (le territoire du peuple Ramaytush Ohlone).

Nous dédions cette action à Jennifer « Ganda » Laude, une femme philippine qui a été tuée par le marin états-unien transphobe Joseph Scott Pemberton, le 11 octobre 2014. Nous avons agi en réponse à un appel des compas philippin.es qui demandent aux anarchistes des États-Unis de commémorer Ganda et d'attaquer l'impérialisme états-unien. Nous savons que cette seule action n'est pas suffisante, mais nous espérons qu'elle incitera aussi d'autres anarchistes à attaquer au nom de Ganda.

Pour les compas du nord-est qui ont les compétences pour faire des recherches : Pemberton a grandi dans la ville de New Bedford, au Massachusetts, et y est peut-être retourné après avoir été gracié par Duterte [*président des Philippines de 2016 à 2022 ; NdAtt.*] en 2020.

Nous élargissons notre solidarité à toutes les luttes anti-coloniales à travers le monde. Solidarité avec les Palestinien.nes qui résistent à la colonisation de peuplement sioniste [*qui heureusement ne se résument pas, on se permet de le rappeler, aux fascistes de Hamas et con-« frères » ; NdAtt.*] ! Solidarité avec les Haïtien.nes qui résistent à une autre intervention des Nations Unies ! Solidarité avec les défenseur.euses de la forêt de Weelaunee ! Mort à l'Amérique !

des anarchistes

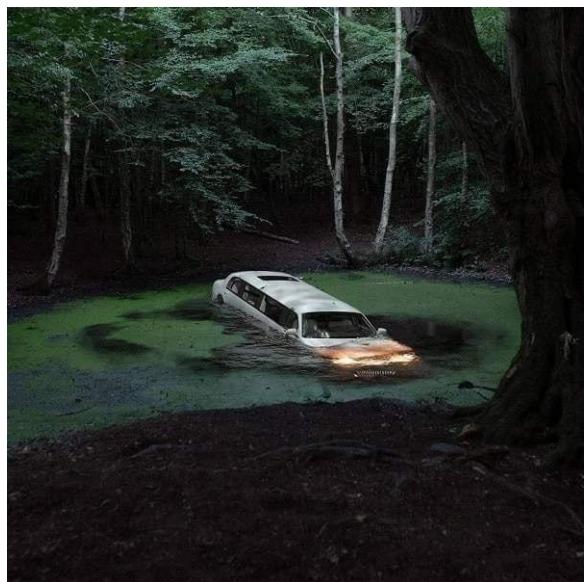
USA : Tous les compromis pour défendre la Terre Mère

Publié le 2023-10-12 10:55:04

Scenes from the Atlanta Forest / jeudi 5 octobre 2023

Tous les compromis pour défendre la Terre Mère : une critique anarchiste de la proposition de non-violence de Block Cop City

« Si vous pensez que c'est stupide, si vous pensez que c'est gauchiste, vous n'êtes pas obligé.es de venir. »



Un.e présentateur.trice du « *Weelaunee Worldwide* : tour de conférences pour une action de masse »

Il y a une proposition pour une journée, une seule,

d'action non-violente, le 13 novembre, sur le chantier de construction de la *Cop City*, à Atlanta. Nous pensons que cette proposition est contre-révolutionnaire, mal planifiée et inutilement dangereuse pour les participant.es. Et aussi qu'elle est stupide et gauchiste [liberal, dans la terminologie politique nord-américaine ; NdAtt.].

Les titres des paragraphes et les citations qui suivent sont tous pris de la « Foire aux questions » [FAQ – Frequently asked questions, littéralement « questions fréquemment posées »; NdAtt.] du site *Block Cop City* (<https://blockcopcity.org/faq>). Si l'une de nos questions ci-dessous vous interpelle, nous espérons que vous en ferez vous aussi une

question fréquemment posée.

POURQUOI LA NON-VIOLENCE ?

« Cette action utilisera des tactiques non-violentes non pas parce que nous acceptions la fausse dichotomie étatique entre une protestation légitime et une illégitime, mais plutôt parce que nous pensons qu'un engagement dans des tactiques non-violentes nous permettra de mieux se serrer les coudes et de surmonter la tentative de la police de nous isoler et nous diviser. »

C'est du double langage. Comment, au juste, des tactiques non-violentes pourraient surmonter les tentatives de la police de nous isoler et nous diviser, si ce n'est en acceptant et en renforçant leur dichotomie entre des typologies d'actions qui sont légitimes et d'autres qui ne le sont pas ? En faisant appel au type de gens qui croient précisément à cette dichotomie ? Les flics ont tué Tortuguita. Adopter une stratégie qui consiste à tendre l'autre joue est une réponse vraiment honteuse face à sa mort. Comment un.e radical.e qui a été témoin de l'insurrection provoquée par le meurtre de George Floyd peut-il/elle préconiser sans sourciller la non-violence et avoir encore du respect de soi en se regardant dans un miroir ?

Nous comprenons que cette proposition n'est pas idéologiquement pacifiste, mais « stratégiquement » pacifiste. Nous ne sommes pas d'accord avec cette approche. L'anarchie est masquée, mais, à travers le masque noir, notre vrai feu brille. Nous avons besoin du secret lors de nos opérations, de l'anonymat, d'être astucieux.ses et rusé.es. Mais nous sommes honnête.es par rapport à ce en quoi nous croyons. Si nous ne croyons pas en la non-violence, alors nous ne la préconisons pas. Faire autrement, c'est agir comme un politicien.

La « diversité des tactiques » est un principe d'activistes, pas un principe anarchiste. L'action directe est un principe anarchiste, mais les tactiques qui sont conçues pour séduire les médias ou le gouvernement sont par définition indirectes. Un principe fondamental de l'anarchie est que la manière dont nous faisons les choses est importante. En tant qu'anarchistes, nous voulons promouvoir une auto-organisation qui augmente le conflit contre l'État et les partisans de la réforme et de la récupération. Cela peut inclure une

myriade d'activités différentes qui sont techniquement « non-violentes », mais n'inclut pas une stratégie délibérée de non-violence. Elle n'inclut pas les pétitions ou le fait de « dire la vérité face au pouvoir ». Elle n'inclut pas les accords à ne pas critiquer ni dénoncer l'attitude réformiste ou récupératrice. Historiquement, des anarchistes ont brisé le modèle activiste d'une diversité de tactiques soigneusement séparées, comme lors du sommet du G8 de Gênes, en 2001, ou lors de la convention du Parti républicain, à Minneapolis, en 2008 (<https://conflictmn.blackblogs.org/wrecking-you-again-for-the-very-first-time/>).

Nous ne pensons pas que cette action non-violente d'une journée sera efficace pour arrêter la *Cop City* ou pour défier la répression étatique. Mais même si cela devait être assez efficace pour provoquer quelque réforme ou une concession mineure, cette victoire de Pyrrhus conduira inévitablement les récupérateurs à demander que cette stratégie soit répétée encore et encore, dans toutes les situations, comme *Earth Fist!* l'a fait après sa victoire inexplicable à Warner Creek (victoire qu'ils/elles n'ont jamais été capables de reproduire à nouveau). Certaines stratégies sont par nature récupératrices, peu importe qui les réalise.

POURQUOI CETTE ACTION A-T-ELLE LIEU MAINTENANT ?

« *Nous savons que la désobéissance civile de masse est une force indéniable aux mains du Pouvoir des Peuples et c'est seulement le pouvoir du peuple qui peut #StopCopCity.* »

Le Pouvoir de la Forêt a toujours et indéniablement été la conflictualité de ses défenseur.es. Jusqu'ici, la défense de la forêt a inclus à la fois des actions « violentes » et des actions qui sont « non-violentes », mais les personnes qui ont réalisé des actions « non-violentes » (qui peuvent être ou pas les mêmes qui réalisent des actions violentes) n'ont pas étiqueté leur activité comme spécifiquement « non-violente ». La lutte s'est développée parce que les gens sont inspirés par son caractère conflictuel. Alors pourquoi opérer maintenant un virage vers une non-violence explicite ? La lutte se trouve certainement à une croisée des chemins, mais la voie qui est proposée ici est un désaveu de tout ce qui s'est passé avant, ainsi qu'une façon de briser notre force la plus importante. On doit continuer à mettre au point, honorer et encourager cet héritage de conflictualité.

QUEL EST LE PLAN DE L'ACTION ?

« Nous respecterons les accords collectifs qui ont été décidés à l'avance et nous serons bien préparé.es à nous serrer les coudes et à nous protéger les un.es les autres de la possible violence de la police. »

Comment, au juste, imposera-t-on ces accords ? Il y aura-t-il des shérifs de la protestation ? Cela a été demandé à un.e présentateur.trice et elle/il a répondu que les accords ne seront pas imposés et que les gens pourront se défendre. Si tel est le cas, pourquoi insister sur un accord collectif au sujet de la non-violence ? En effet, cela semble n'avoir pour but que de dissuader de participer quiconque critique l'idéologie de la non-violence, ce qui réduit le nombre des personnes qui sont effectivement prêtes à se protéger mutuellement. Et s'ils/elles ne nous veulent pas là-bas, pourquoi font-elles/ils certaines de leurs présentations dans des lieux anarchistes ?

La « Foire aux questions » dit que « un conseil des porte-paroles des groupes d'affinité se réunira en prévision de l'action ». Quelle coordination significative pourrait être mise en place par un tel conseil des porte-paroles, si la décision d'annoncer l'action comme non-violente a déjà été prise ? Une action autonome conflictuelle est toujours possible (et si des compas veulent poursuivre dans cette voie, nous les soutenons), mais cette situation a été délibérément organisée de façon à y être la moins propice possible. Nous pensons qu'il serait plus tactique de frapper ailleurs.

QUELS SONT LES RISQUES ?

« Même si nous ne pouvons pas prédire avec certitude les actions de la police, un plan d'action bien conçu atténuerait les effets de la répression et créerait une situation dans laquelle davantage de violence policière, non provoquée, fera grandir le mouvement, au lieu de le faire taire. »

Qu'est-ce qu'une violence policière « non provoquée » ? Cette expression implique que la violence policière peut être légitime si provoquée par les actions illégitimes de manifestant.es violent.es. Tout cela n'est que de la politique de respectabilité.

L'idée que la non-violence provoquera davantage de violence policière, ainsi que des

arrestations massives, de façon à faire grandir le mouvement plutôt qu'à le faire taire, est loin d'être quelque chose de certain. Ce qui est certain, c'est que si des gens sont arrêtés en masse à cause du choix de poursuivre une stratégie de non-violence, cela portera à plus encore d'affaires judiciaires, alors que la lutte fait déjà face à des dizaines d'inculpations pour « terrorisme interne » et au nom de la loi sur les « organisations motivées par le racket et la corruption » [RICO]. Vraiment, nous ne voyons pas en quoi d'autres arrestations encore aideraient les personnes déjà inculpées. Il est vrai que les cinq membres du clergé qui se sont enchaînés à un bulldozer ont été accusés seulement de violation de propriété privée, mais il n'y a pas la moindre garantie qu'une foule plus importante, qui inclurait des personnes venant d'autres endroits qu'Atlanta, serait traitée de la même manière.

Il y a aussi la possibilité que toute personne participant à cette action soit arrêtée, en masse, et accusée de terrorisme interne et en vertu de la loi RICO. Il est théoriquement possible qu'une utilisation trop vaste de ces chefs d'inculpation finisse par affaiblir les procédures dans les tribunaux ; néanmoins, il n'y a aucune raison de le supposer, quand des personnes accusées de délits qui ne comportent pas de violence ont déjà fait l'objet de ces chefs d'inculpations. En outre, la lutte pour détruire la Cop City et toutes les formes de maintien de l'ordre ne sera pas gagné automatiquement, juste parce que ces accusations finiraient par tomber.

Un.e présentateur.trice a décrit cette stratégie comme « un pari ». Mais parier sur la non-violence et faire appel aux gauchistes [*liberals*] est un jeu de dupes.

« Il est beaucoup plus difficile pour la police d'arrêter, d'accuser de chefs d'inculpation de nature politique ou d'infliger des violences à une foule qui reste unie. »

La suggestion que, dans le contexte d'une action non-violente, la présence d'une large foule pourrait dissuader la police d'être violente est une affirmation extrêmement dangereuse. Si quelqu'un.e va adopter la stratégie de la non-violence (à laquelle, nous l'avons déjà dit, nous nous opposons par principe), elle/il ne peut pas le faire à moitié. Ils/elles doivent être prêt.es au martyre chrétien ou pacifiste, non pas espérer que le nombre des personnes non-violentes puisse dissuader les flics de les attaquer brutalement. Les gens doivent savoir dans quoi ils s'embarquent et les vagues insinuations des organisateur.trices, selon lesquelles cette action est en quelque sorte moins risquée que les précédentes Semaines d'action sont vraiment irresponsables.

« *Et, bien sûr, nous reconnaissons que le risque d'inaction est beaucoup plus grand.* »

Il y a beaucoup de possibilités d'agir, il n'y a pas que cette proposition de non-violence. Prétendre le contraire est malhonnête. N'importe qui peut jeter un coup d'œil au site internet *Scenes from the Atlanta Forest* et voir que des gens ont continué à agir de manière autonome, même après que le campement [*qui occupait le secteur de la forêt où les travaux devaient commencer* ; NdAtt.] est fini, et qu'ils ont présenté leurs propres propositions. La rhétorique du groupe *Block Cop City* essaye d'effacer ce fait, dans le but de manipuler émotionnellement les gens pour qu'ils adhèrent à leur seule proposition d'action. C'est la duperie la plus écoulée de l'activisme et nous ne tomberons pas dans le panneau.

QUI EST IMPLIQUÉ DANS LA PLANIFICATION DE L'ACTION ?

Celle-ci n'est pas une critique sectaire. Nous ne sommes pas d'accord avec cette proposition, peu importe qui la préconise. Néanmoins, nous aurions tort de ne pas inclure ici l'avertissement de quelqu'un.e qui est sorti des milieux appellistes, qui ont fortement promu cette stratégie : « La raisons pour laquelle nous ne mettons pas en garde les jeunes femmes sur les gars à éviter est liée à la raison pour laquelle nous essayons de convaincre des nouvelles personnes que l'action directe non-violente est une stratégie viable. Nous savons bien que c'est n'est pas le cas, mais nous nous fichons de celles/ceux qui seront blessé.es (<https://anarchistnews.org/content/jumping-ship-or-why-im-defecting-terrible-community>). »

Le texte anonyme français de 2004 « Appel », d'où ces milieux sociaux ont historiquement tiré leur inspiration, critique ouvertement la logique de l'activisme : « en marge de cette paralysie, le “il faut bien faire quelque chose, n'importe quoi” des activistes. [...] Incontestablement, l'activiste se bouge. Mais jamais il ne se donne les moyens de penser comment faire ». Les appellistes américain.es qui, en 2023, promeuvent l'activisme non-violent sont soit amnésiques, soit cyniques (la personne qui les a quitté.es met en garde en ce sens), soit les deux.

Nous espérons sincèrement que personne ne manquera tellement d'éthique, au point de tromper délibérément des gens pour mettre en œuvre une stratégie qu'il/elle ne pense pas réellement viable, mais des décennies d'expérience nous amènent à inciter les lecteur.trices à garder un œil sur le cynisme opportuniste. Regardez si les personnes qui parlent le plus de

cette proposition finissent pour mettre leurs propres vies et libertés en jeu, après avoir incité d'autres à le faire, et tirez vos propres conclusions de ce que vous voyez. Ne vous laissez pas utiliser comme des pions sacrificiables à merci, dans la stratégie politique de quelqu'un.e d'autre.

QU'EST-CE QU'UN GROUPE D'AFFINITÉ ? COMMENT SERONT-ILS ORGANISÉS ?

Nous sommes d'accord avec *Block Cop City* sur le fait qu'il faut former des groupes d'affinité, construire de la confiance mutuelle et se coordonner avec d'autres groupes d'affinité. Mais une action non-violente de masse est loin d'être le seul endroit où cela peut être fait et en réalité un tel cadre est extrêmement limitant pour explorer les profondeurs de l'affinité et de la confiance, ce que nous considérons comme important. Nous incitons à expérimenter continuellement des manières de passer à l'offensive, où que vous soyez, que ce soit par vous-mêmes, avec vos groupes d'affinité ou avec deux ou plusieurs autres groupes d'affinité. Nous suggérons aussi d'expérimenter des cibles plus précises et plus imaginatives.

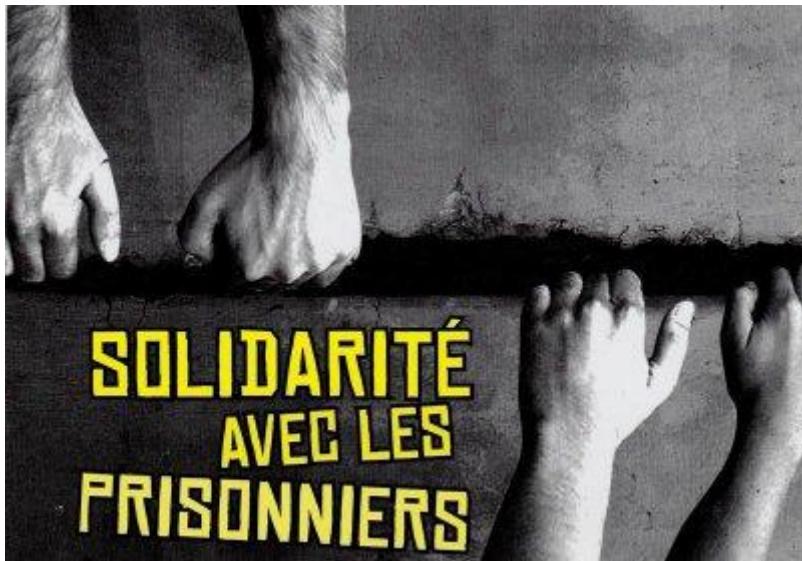
La proposition de *Block Cop City* essaie de recruter un grand nombre de nouvelles personnes, en partant de l'hypothèse que la non-violence est « plus sûre ». Mais l'idée des groupes d'affinité (qui trouvent leurs racines dans les expropriateurs et les *pistoleros* espagnols du début du XX siècle, dans le groupe *Up Against the Wall Motherfuckers* et dans d'autres prédecesseurs qui n'étaient absolument pas non-violents) est fondée sur la qualité des relations. Comment pouvons-nous être dangereux.ses ensemble ?

Nous proposons l'action directe décentralisée, maintenant et aussi le 13 novembre, afin de montrer que d'autres stratégies sont possibles. Ces actions ne doivent pas nécessairement être « violentes », ni même illégales. Mais elles devraient faire augmenter la conflictualité contre la police et les réformistes, elles devraient être généralisables et devraient contribuer à l'esprit de ce qui est sauvage [*wildness* ; *NdAtt.*] et de la dignité, plutôt que canaliser l'énergie dans les cages et les compromis de la non-violence.

Pour télécharger ce texte au format PDF, cliquer ici.

Carapatage #56 : L'arrivée en prison (04.10.23)

Publié le 2023-10-12 11:50:02



L'ARRIVÉE EN PRISON

[Lien du téléchargement](#)

[Lien vers le podcast](#)

Lorsque que l'on arrive un prison ou qu'un proche se retrouve enfermé on se est alors face à de nombreuses questions et choses à faire. Cette émission se propose de retracer le parcours de l'arrivée en taule, certaines choses qu'il est possible de faire et des billes pour ne pas se laisser isoler face à la prison.

SOMMAIRE :

- **00.02.22 : Brèves**
 - **00.02.22** : Un détenu est mort dans l'incendie de sa cellule à Nanterre
 - **00.05.13** : Rattrapé suite à l'évasion du TGI de Bobigny
 - **00.13.10** : Le procès de Redouane Faid
 - **00.15.03** : Sabotage de bracelets électronique en Belgique

- 00.15.51 : Evasion au CPR de Trapani (italie)
- 00.17.19 : Nouvelle du procès de l'affaire du 8/12
- 00.20.46 : L'arrivée en prison
 - Intro
 - Rechercher un proche en prison, le contacter
 - A l'intérieur, ce qui se passe et comment prévenir tes proches

- 00.41.45 : La suite de la première semaine
 - Ce que tu vis à l'intérieur, les rendez-vous et les premières démarches
 - Ce que tu peux faire depuis l'extérieur :
 - les permis de visite
 - le linge
 - l'argent
 - le courrier
- 01.32.00 : Comment ne pas laisser la prison nous isoler ?
- 0.27.55 : Chronique du documentaire « Mitard, l' »angle mort »

Playlist

- Enedeka Maska – Justice II klass
- Bife – El piropo
- Fanny Poly – Potion Magique
- Cash savage and the last drinks – Keep working at your job
- Toots & the Maytals – Chatty, Chatty

Ressources

- Compte-rendu du procès du 8/12 : <https://paris-luttes.info/suivi-du-proces-du-8-12-17417/>
- « Guide à l'usage des proches de personnes incarcérées » par Soledad et associé-e-s, il y aussi une partie sur les premiers jours en prison : <https://permisdevisite.noblogs.org/>
- Un peu de bon sens que diable ! » chez niet!éditions : <https://niet-editions.com/>

editions.fr/catalogue/un-peu-de-bon-sens/

- <https://parisabc.noblogs.org/post/2020/01/24/fiche-synthetique-sur-le-soutien-aux-detenu-e-s/>
- Les proches et la taule : <https://carapatage.noblogs.org/carapatage-12-les-proches-et-la-taule-17-03-2021/>
- « L'autre Ahmed ou l'attente » : <https://carapatage.noblogs.org/carapatage-34-lautre-ahmed-ou-lattente-01-06-22/>
- Les sanctions contre l'entourage : <https://carapatage.noblogs.org/carapatage-51-les-expulsions-locatives-sanction-contre-lentourage-des-personnes-condamnees-17-05-23/>

Partage :

Nouvelle application de la loi Kasbarian-Bergé aux Lilas (93)

Publié le 2023-10-12 11:55:04

Sur l'occupation et l'expulsion du 87 avenue Pasteur aux Lilas

On occupait depuis 3/4 jours des bureaux, un appartement et un hangar situés sur les mêmes parcelles appartenant à l'EPFIF (établissement public foncier d'IDF). Les locaux étaient vacants depuis plusieurs années et un projet de démolition datant de 2022 était affiché sur la façade. On s'est visibilisé publiquement le mardi 3 octobre vers 16h avec des preuves d'occupation de plus de 48h (certi-photos et contrat d'électricité).

Les flics sont venus assez vite et un vigile est arrivé, envoyé par le proprio. Le vigile n'avait jamais vu le bâtiment auparavant, il a checké à partir d'une photo google maps de la façade s'il y avait des dégradations nouvelles des fenêtres et portes côté rue. Il a aussi dit qu'une alarme aurait sonné le matin, ce qui s'est avéré être faux par la suite. Le vigile est resté les deux jours suivants dans sa voiture garée dans la rue, sans empêcher qui que ce soit de rentrer dans le bâtiment.

Le jeudi 5 en début d'après-midi, on apprend qu'un squat au Pré-Saint-Gervais est en train de se faire expulser par les keufs des Lilas. Le proprio est aussi l'EPFIF. Une alarme sourde aurait été déclenchée le matin même et daterait l'entrée le jour même dans la maison. Pourtant, les habitant.es occupaient le bât depuis 2 mois, il n'y avait pas eu de passage de la police ni d'huissier. Les voisin.es ont confirmé aux keufs que la maison était habitée depuis plusieurs mois. L'expulsion est liée à la nouvelle loi Kasbarian. Sur les 5 personnes sur place, 2 personnes sont mises en garde-à-vue pour « introduction et maintien dans un local à usage d'habitation » puis sortent sans suite.

Le lendemain, à 6h30, une dizaine de camions de gendarmerie nationale, la BAC, des keufs des Lilas et la BI (brigade d'intervention) sont devant le bât. Ils essaient les clés fournies par une représentante de l'EPFIF sans succès puis défoncent toutes les portes sommairement

barricadées pour chercher les personnes à l'intérieur. Tout va très vite, en 10 min ils sont déjà au dernier étage. C'est une perquisition pour le nouveau délit lié à la loi Kasbarian et non une expulsion, mais de fait tous.les occupant.es sont mis.es en garde-à-vue sauf ceux qui ont réussi à s'enfuir et le bât est remis au proprio (qui a placé un vigile, un chien, de nouvelles alarmes et remplacé la porte).

4 personnes ont été interpellées : 3 sur les toits et une poursuite sur les toits, dans des jardins et jusque dans le hall d'un immeuble voisin par la BAC. Elles sont placées en garde-à-vue pour :

- introduction dans un local à usage d'habitation, commercial, agricole ou professionnel à l'aide de manœuvre, menace, voie de fait ou contrainte - occupation frauduleuse ;
- maintien dans un local à usage d'habitation, commercial, agricole ou professionnel à la suite d'une introduction à l'aide de manœuvre, menace, voie de fait ou contrainte - occupation frauduleuse ;
- complicité de dégradation ou détérioration du bien d'autrui commise en réunion (ce chef d'inculpation est rajouté après, il permet d'obtenir une réquisition pour prendre les empreintes de force).

Le refus de signalétique est ajouté aux chefs d'inculpation pour 2 personnes et leurs empreintes sont prises par la force.

Deux personnes sont reconnues par les renseignements territoriaux dès leur interpellation, une autre est identifiée suite à la prise des empreintes digitales, qui correspondent à des empreintes déjà enregistrées dans le FAED (fichier automatisé des empreintes digitales) et pour la dernière, les flics trouvent une carte vélib avec un nom de famille et retrouvent la personne en consultant le fichier du TAJ (traitement des antécédents judiciaires).

Les dégradations seraient liées à la porte et aux fenêtres du 1^{er} étage. Selon la représentante de l'EPFIF, il manquerait le montant de la porte anti-squat et sa clé ne tourne pas dans sa serrure. Bien sûr, le montant de la porte n'a jamais été enlevé et si ses clés ne marchent pas, c'est simplement qu'elle n'avait pas les bonnes clés. Pour dater l'entrée dans les lieux et contester les preuves, elle parle d'une entrée en pleine journée, le matin de la visibilisation, avec une échelle dans la rue pour monter au premier étage. Elle assure que les fenêtres auraient été forcées de l'extérieur pour pouvoir rentrer. Elle est à côté de la plaque, c'est un boulevard très passant, pas très prudent comme entrée, surtout qu'il y a une caméra

municipale à même pas 20m de la porte. Elle souligne que les alarmes fonctionnaient parfaitement et qu'elles n'ont pas été endommagées.

Bref 0 voie de fait, aucune alarme déclenchée qui daterait une entrée ultérieure aux preuves, pas de dégradation : c'était plus que carré comme ouverture. À leur arrivée les flics présument que c'est l'équipe de la baudrière (squat anarcha-féministe-tpg expulsé fin août à Montreuil) qui occuperait les lieux. C'est peut être pour ça que c'est allé aussi vite.

Une personne venue en soutien est interpellée devant le bât alors qu'elle tentait de se rapprocher de la porte laissée ouverte quand les flics ont commencé à s'éloigner. La proprio a attiré l'attention de la police qui a plaqué au sol puis placé en garde-à-vue la personne pour rébellion et tentative d'introduction dans un local à usage d'habitation, commercial, agricole ou professionnel, à l'aide de manœuvre, menace, voie de fait ou contrainte - occupation frauduleuse. Elle sortira le soir avec une convocation pénale.

Les 4 autres sortent le samedi soir avec une CPVCJ, convocation par procès-verbal assorti d'un CJ (contrôle judiciaire). Le procureur a demandé une interdiction d'entrer en contact, une interdiction du 93, un pointage hebdomadaire au commisariat mais le JLD (juge des libertés et de la détention) garde seulement comme CJ une interdiction de revenir à l'adresse du bâtiment. Le procès est prévu pour février 2024 au tribunal de Bobigny. L'EPFIF porte plainte pour les dégradations de la porte.

l'article 315-1

Quelques détails et quelques réflexions sur l'article 315-1 du code pénal, qui est créé par la loi Kasbarian, et qui a permis l'expulsion aux Lilas. L'article de loi, ça dit : « L'introduction dans un local à usage d'habitation ou à usage commercial, agricole ou professionnel à l'aide de manœuvres, de menaces, de voies de fait ou de contrainte, hors les cas où la loi le permet, est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende. Le maintien dans le local à la suite de l'introduction mentionnée au premier alinéa, hors les cas où la loi le permet, est puni des mêmes peines. »

Bon, alors, qu'est-ce que ça veut dire ?

Ce qui est répréhensible, c'est d'ouvrir un bat en faisant des voies de fait, mais c'est aussi d'être dans un local qui a été ouvert avec des voies de fait, même si on ne t'accuse pas d'avoir fait des voies de fait.

« local à usage d'habitation ou à usage commercial, agricole ou professionnel » : cette liste regroupe probablement à peu près tous les locaux : une école, c'est un bâtiment professionnel selon le cadastre, un centre médical, c'est un bâtiment professionnel selon le cadastre (pour info, la liste des bâtiments professionnels est disponible ici, https://www.impots.gouv.fr/sites/default/files/formulaires/6660-rev/2021/6660-rev_3555.pdf, page 3-4). Reste que les églises qui ne rentrent peut être pas dans ces catégories visiblement.

Les « voies de fait » : la voie de fait c'est pas non plus quelque chose qui est légalement défini clairement. Dans les affaires de squat, la définition se base sur les jurisprudences et varie selon les départements : dans certains, l'occupation sans droit ni titre est considérée directement comme une voie de fait, dans d'autres, le propriétaire droit apporter des éléments concrets montrant qu'il y a eu voie de fait : serrure cassée par terre, fenêtre cassée. Probablement, pour ce délit, la jurisprudence va s'harmoniser au niveau national.

Maintenant, le problème, c'est que pour mettre en garde-à-vue des gens, et pour procéder à une perquisition qui se transforme en expulsion, pas besoin de "prouver" la voie de fait, il suffit que les keufs soupçonnent l'existence d'une voie de fait même si après le proc décide de classer sans suite tellement leur dossier est claqué, même si en procès t'auras une relaxe.

Est-ce que ça veut dire qu'on peut se faire tej de notre squat à n'importe quel moment ? Logiquement, à moins que les condés soient très vicieux, ils vont ouvrir au moment de leur premier passage au squat, lors de la visibilisation, une enquête de flagrance (une des trois catégories d'enquête). Cette enquête ne peut durer plus de 8 jours. Ca veut dire que la perquisition-expulsion peut avoir lieu dans ces 8 jours. Au-delà, l'enquête peut être tout simplement fermée ou transformée en enquête préliminaire. Mais, dans les enquêtes préliminaires, la perquisition ne peut avoir lieu sans l'accord de la personne perquisitionnée que dans certains cas (condition nécessaire : le délit doit être puni de plus de trois ans d'emprisonnement), et notamment pas dans le cas de l'introduction par voie de fait et du maintien dans un local. Du coup, au-delà des 8 jours suivant la visibilisation, le risque de perquisition-expulsion est quand même considérablement réduit. Précisions : les keufs peuvent pas ouvrir 2 enquêtes pour les mêmes faits, c'est pour ça qu'au bout de 8 jours, c'est bon normalement.

Si vous avez des questions, des retours d'expériences ou autres, on est chaud.es. On

patauge un peu pour comprendre pourquoi ya des ouvertures qui marchent ou non en ce moment. Vous pouvez nous écrire à squatex.antikasb@brief.li

Les c



Réunion publique contre les Centres de Rétention Administrative, avec l'assemblée anti-CRA d'IDF

Publié le 2023-10-13 20:00:06

Réunion publique contre les Centres de Rétention Administrative, avec l'assemblée anti-CRA d'Île-de-France - Mercredi 18 octobre à 19h au CICP, 21ter rue Voltaire 75011 Paris

L'Assemblée contre les Centre de rétention d'Île-de-France, créée en 2019, se réunit toutes les semaines. On y discute de nos contacts avec l'intérieur, de la situation dans les différents centres et des trucs sur lesquels on travaille en réponse.

On vous invite ce mercredi à notre seconde réunion publique de l'année. Nos assemblées publiques se déroulent comme nos assemblées habituelles, en prenant un peu plus le temps pour présenter les luttes autour desquelles on s'organise. Familiar.es des luttes anticarcérales ou non, vous êtes toutes les bienvenu.es !

Les CRA (Centre de Rétention Administrative) sont des lieux de privation de libertés dans lesquels l'état enferme les personnes qui n'ont pas les bons papiers. Combinant des logiques d'enfermement et d'expulsion, ils maintiennent le système d'exploitation raciste qui s'appuie sur les frontières et les politiques migratoires. En réaction, les personnes enfermées s'organisent et se révoltent (grèves de la faim, tentatives d'évasion, émeutes, incendie, etc.). C'est en solidarité avec elles qu'existe l'assemblée contre les CRA. Pour nous, s'organiser contre les CRA c'est à la fois s'inscrire dans une lutte anti-carcérale et s'attaquer aux frontières. Par l'intermédiaire du site abaslescra.noblogs.org et de l'émissions de radios l'Envolée, l'assemblée relaye les paroles, les révoltes et les revendications des personnes enfermées en CRA. On organise aussi des formes d'actions en solidarité et en coordination avec l'intérieur et contre les boîtes collabos, notamment lors des moments de lutte, nous diffusons des conseils de débrouille « juridiques et pratiques » à destination des personnes qui n'ont pas les bons papiers, des personnes enfermées et de leurs proches. Nous partageons également des informations sur le fonctionnement des CRA et les acteurs qui les créent et les font tourner. La lutte contre les CRA se construit de part et d'autre des murs et

des barbelés.

Que brûlent les CRA, les frontières et la PAF avec !

RDV Mercredi 18 octobre à 19h au CICP, 21ter rue Voltaire 75011 Paris

Contact :

mail : anticra@riseup.net

telegram : <https://t.me/abaslescra>

twitter : @bas_cra

mastodon : @abaslescra@todon.eu

L'Hospitalet de Llobregat (Espagne) : Sabotage d'un boîtier sur les voies ferrées de la RENFE

Publié le 2023-10-14 20:55:04

imc_barcelona / lundi 9 octobre 2023

Nous nous souvenons de toi en chaque action, parce que nous nous sommes toujours retrouvés dans nos pratiques politiques.

Nous te te disons adieu de la meilleure manière que nous connaissons : avec le cœur sur la main et avec du feu pour la réalité qui nous entoure.

<3 (A)

On a paralysé le service [de la Renfe, la SNCF espagnole ; NdAtt.] pendant quelques heures, par des « incidents sur les voies ». Nous avons toujours considéré comme nécessaire de rompre avec la quotidienneté.

6 octobre 2023

Leurs guerres, Nos morts !

Publié le 2023-10-14 21:10:05

Communiqué de la Coordination Autonome de Brest au sujet du conflit israélo-palestinien et de la situation en Israël-Palestine, écrit suite à l'offensive menée par le Hamas le 7 octobre 2023.

La situation actuelle en Palestine-Israël nous dégoûte profondément. Nous sommes dégoûtés par la colonisation de plus en plus agressive du régime israélien qui parque, exploite, tue et humilie d'autres êtres humains.

- par le nationalisme israélien actuellement au pouvoir, qui justifie et fait la promotion de la politique terroriste, raciste et belliqueuse actuellement menée.
- par ses soutiens ici et partout dans le monde qui justifient cette action car cela correspond à leurs visions nationalistes, à leur grille de lecture identitaire ou à leurs projets impérialistes et économiques.
- par l'action militaire et terroriste du régime israélien, mise en place suite à l'offensive elle aussi a dimension terroriste menée par le Hamas. Cette action touche principalement des populations civiles qu'il a parqué et déshumanisé au fur et à mesure de sa politique d'expansion. Des populations qu'il n'hésite pas à massacrer et affamer.
- par les souffrances et le désespoir des populations de Palestine qui sont le fruit de cette politique réactionnaire et dégueulasse.

Mais nous sommes aussi dégoûtés par la politique du Hamas et autres islamistes, par leur projet politique d'établissement d'une société islamique en Palestine-Israël tout aussi réactionnaire que le suprémacisme religieux du gouvernement israélien actuel.

- par leur soutiens comme l'état iranien, bons qu'à réprimer celles et ceux qui souhaitent se libérer de la tutelle religieuse et patriarcale qu'on leur impose.

- par le fait qu'ils utilisent et se nourrissent des souffrances et du désespoir à Gaza et ailleurs. Et cela bien que cette souffrance et ce désespoir des populations nous le comprenions. Du moins, nous essayons de le comprendre à défaut de le ressentir dans notre quotidien...

De même, bien que nous comprenions la volonté de combattre le racisme et le colonialisme par la violence ou d'autres moyens, nous sommes écœurés par la stratégie de guerre nationaliste et religieuse des islamistes en Palestine qui vise à étendre et intensifier le conflit. Ce genre d'objectif réactionnaire ne sert jamais les intérêts des populations mais favorisent ceux des différents pouvoirs en place. Cette stratégie vise d'ailleurs probablement à ce que les répercussions sur la population, la désespèrent encore plus et la poussent dans leurs bras.

Nous sommes écœurés par leur fanatisme et leur idéologie morbide qui se nourrit du désespoir ambiant. Une idéologie qui n'envisage pas une libération et une émancipation effective des palestiniens mais un combat sacré dont la mort peut être l'ultime et glorieuse récompense...

Enfin, nous sommes écœurés par leurs pratiques de terreur à l'égard des civils. Jamais massacer des gens qui font la teuf, exhiber et cracher sur des corps de femmes nus ne seront considérés par nous comme des actes de résistance.

Dans cette situation critique, nous souhaitons toujours l'émancipation des dépossédés, de Palestine, d'Israël et du monde entier. Nous affirmons plus que jamais la nécessité de luttes qui visent à détruire tous les états et les systèmes d'exploitation dont ils garantissent le fonctionnement. Ce qui réglera définitivement la question de la domination en Palestine, comme dans le reste du monde, c'est une révolution sociale qui vise à saper tous les fondements sur lesquels prospèrent les divers nationalismes, identitarismes et fanatismes belliqueux : une révolution communiste et antiautoritaire, qui vise à l'union entre les exploités de tous les pays.

On nous répondra que cette volonté n'est qu'un mot creux, d'autant plus dans le contexte actuel. Nous voyons déjà les partisans des arguments teintés de réalisme qui se parent de géopolitique, de rhétoriques anti-impérialistes ou bien simplement du contexte ancien et actuel de haine et de désespoir pour disqualifier cette position.

Nous leurs répondrons qu'à défaut d'être « réaliste » à court terme, la révolution est la seule

option envisageable et désirable pour sortir de cette impasse. A long terme elle est donc la seule option viable et effectivement « réaliste ».

Et d'ailleurs de quel réalisme parle t-on ? Si le Hamas n'est pas suivi par les diverses bourgeoisies des états qui le soutiennent, il a peu de chances de gagner sur le plan militaire. Et quand bien même, si un embrasement et une extension du conflit se produisaient et aboutissaient à la disparition de l'état d'Israël, quel en serait le prix à payer ? Des milliers d'exploités et d'êtres humains massacrés de part et d'autre des deux « camps » ? Le gouvernement israélien semble en effet d'ores et déjà prêt à massacrer la population de Gaza. L'état de siège est déclaré, la population est déjà pilonnée...

Et au delà du potentiel prix à payer, quel en serait de toute manière l'intérêt ? Pour nous, les guerres des différents états et gouvernements ne sont jamais faites dans l'intérêt de leur population, à fortiori des exploités. Elles profitent toujours in fine à celles et ceux qui sont au pouvoir, et cela peu importe qui gagne à la fin...

Non, la seule disparition souhaitable de l'état d'Israël, c'est celle qui aboutirait par la volonté de détruire tous les états du monde et d'en finir avec tous les pouvoirs qui ne voient en nous que de la chair à canon. Et cette lutte, elle ne se fera pas contre les israéliens mais avec et pour les exploités israéliens comme ceux du monde entier.

On pourra aussi nous rétorquer qu'il est bien facile de porter ces positions de là où on est, nous qui ne vivons pas dans notre chair et notre esprit toute cette violence, toute cette déshumanisation. Et bien c'est peut-être justement quand on est dans ce genre de contexte qu'il faut parler. Quand on a une marge de manœuvre qui rend possible une prise de recul et une réflexion sur ce que l'on estime juste et désirable.

Quant à celles et ceux qui gardent des positions allant dans notre sens, alors qu'ils et elles sont touchés directement dans leur vie quotidienne par la politique colonisatrice du régime israélien, la réaction islamiste et la guerre, nous leur témoignons, pour ce que ça vaut, tout notre respect et notre admiration.

Car n'y a pas si longtemps, des luttes qui allaient en ce sens existaient encore dans cette région du monde et laissaient entrevoir d'autres possibilités.

En 2023, toute une partie de la société israélienne manifestait encore un franc désaccord avec Netanyahu sur la réforme de la justice, les critiques émises étaient alors de plus en

plus vives. En septembre dernier, on voyait même des lycéens en Israël qui refusaient de faire leur service militaire dans une armée d'occupation et condamnaient la politique d'extrême droite de Netanyahu.

En 2019, des palestiniens s'organisaient et descendaient dans la rue à Gaza pour protester contre la détérioration de leurs conditions de vie, manifs d'ailleurs réprimées par les forces du Hamas.

De même, fut un temps où l'idée de libération de la Palestine, bien que ne faisant pas l'économie de la lutte armée, était portée par certains mouvements qui promouvaient un état unique laïc où chaque citoyen aurait les mêmes droits, peu importe sa religion et son origine. Bien qu'étatiste et social-démocrate, cette vision était pour nous porteuse d'un espoir plus grand que les perspectives d'une lutte à mort...

Encore une fois ce sont leurs guerres, nos morts !

Contre le colonialisme israélien et tous les colonialismes ! Contre la guerre israélo-palestinienne et toutes les guerres ! Contre tous les états et tous les impérialismes !

Soutien à toutes les personnes qui vont encore subir une guerre qu'elles n'ont pas choisi, qu'elles soient de Gaza, de Cisjordanie ou d'Israël !

Soutien aux opposants politiques israéliens et à toutes celles et ceux qui ne tomberont pas dans le piège de l'union nationale de part et d'autres !

Force à tous les combattants et combattantes pour l'émancipation sociale !

Coordination Autonome de Brest

Le communiqué est aussi disponible ici :

<https://coordbrest.noblogs.org/post/2023/10/14/leurs-guerres-nos-morts-communique-par-rapport-au-conflit-israelo-palestinien/>

Contact

coordbrest.noblogs.org

insta : coord_brest

Against the Party of Insurrection: A Look at Appelism in the U.S.

Publié le 2023-10-15 05:50:02



Against the Party of Insurrection: A Look at Appelism in the U.S.

From Scenes

PDF: Print version | Read version

Appelism is an informal strain of authoritarian communism that has been gaining traction on this continent over the past decade or so. Taking up elements of both the revolutionary party structure and insurrectionary anarchism, this tendency rebrands authoritarian communism as something that looks like informal networks but acts like a party.

Appelists generally do not present themselves as appelists. The term “appelist” refers to *The Call (L’Appel* in the original French) by the Invisible Committee, written by some of the same

authors as the 1999 journal *Tiqqun*. This is why “appelists” are sometimes also called “tiqqunists.” Both are terms popularized by anarchists to counteract appelists’ claims that they do not have an ideology or established political network.

Appelists’ dishonesty around this is part of a larger strategy of trying to cease being visible as a distinct group or milieu (which they term “opacity”). They then seek to invisibly coordinate various aspects of everyday life towards a form of communism, with an emphasis on building and controlling infrastructure. This is accompanied by a push to intervene decisively in moments of social conflict such that those situations escalate, struggles gain territory, and people are drawn into their infrastructure. Appelists will typically identify themselves as partisans, autonomists, or communists, if at all, though in North America it is more common for them to also selectively call themselves anarchists.

The most well-known expressions of appelism come from France and are the work of the Invisible Committee, especially *The Coming Insurrection* (2007) and *To Our Friends* (2014).

In the United States, the major proponents of appelism are the publisher III Will Editions, the Inhabit program, and social media accounts like Vitalist International. In addition to putting forward their American version of appelism, these projects also translate and republish analysis from *Lundi Matin*, the main appellant platform in France.

From afar, the “party of insurrection”¹ can look confusingly like the ideas and activities of many anarchists, because they take certain key concepts from insurrectionary anarchism, such as autonomy and informal organizing. Distinctions typically emerge when we attempt to broach certain principles, or when their perspectives on social position and practices around power and vanguardism become significant in the course of on-the-ground struggles. Appelists cultivate this kind of confusion because being honest about their ideas is not conducive to their strategy, which requires them to change their perspectives and principles depending on who they’re talking to. Clear positions hamper recruitment, as they appeal to fewer people.

Rather than being a similar vision with a different path of struggle, the goals and methods of appellantists are actually incompatible with anarchist objectives and undermine non-hierarchical self-organization. Hence this piece, in which we try to identify the methods that damage anti-authoritarian struggle and attempt to encourage a culture of honesty and internal critique that can help us better understand what we are each struggling for, as well as who we choose to struggle alongside and how.

Throughout most of this text we'll be articulating our ideas about appelism in relation to appellant theory in order to demonstrate how our observations about the milieu are substantiated by and inherent in the ideology itself. In reality, though, most people in the appellant milieu are not theorists, and leaning on the theory to express what's wrong with appellantism doesn't really do justice to the ugliness of the appellant behavior that we've encountered in real life. For better or worse, a lot of our deepest issues with the tendency come from personal experience, and are only verifiable insofar as they're part of the accumulated experiences of a variety of anarchists who've encountered appellantists over the years across this continent.

In addition to the specific projects we can identify with this tendency, there are a number of people in the U.S. who have been inspired by appellant strategies and are trying to implement them in their networks. Since none of these individuals call themselves appellantists, and often deny that such a tendency even exists, it is messy to speak of "appellantists," at least in the same way that we would talk about "anarchists," since anarchists self-identify as such. In part because of this ambiguity, we think it is more useful to focus on understanding the dynamics and methods of appellantism, and critiquing the projects dedicated to advancing appellant strategies, than to try to identify conclusively who is or is not an appellant. There are many people who are around the appellant world because they are committed to the same larger struggles or because of social proximity, rather than ideological commitment to appellantism. Our discussion of appellantism in this text is meant not to alienate those people, but to offer some context and frameworks to help them make their own informed decisions and avoid being manipulated.

Many of the problems we'll be discussing in this text are absolutely not unique to appellantism. Informal hierarchies, terrible analysis, abysmal race politics, misogyny, abuse, tokenism and instrumentalizing other people's struggles also crop up in most U.S. anarchist scenes; we've all encountered it. What differentiates appellantism, and what we hope to show in the course of this writing, is that the issues we'll highlight are ones that are incentivized and justified by the ideas themselves, rather than being in contradiction with them—they are longstanding and consistent in appellant writing and organizing. Confronting these ideas and their proponents need not come at the expense of confronting hierarchical behavior and influences stemming from other directions, but instead should sharpen our capacity for critique at large and help us root ourselves in our shared principles more deeply.

THE PROGRAM: TERRITORY & POWER

Inhabit's "little orange book" is the most concise presentation of appelist strategy in the U.S., so we'll start there. Inhabit offers a program that consists of a few simple steps, beginning with the following: 1) "find each other," and 2) create autonomous infrastructure, or "hubs" (usually rural land projects or other spaces where they are "building the commune"). In this process of mass "exiting" and of gradually "subtract[ing] territory from the economy," we ultimately reach steps 8 and 9, in which infrastructure is "destituted" and we "become ungovernable" because we have built enough autonomy to make the government and economy superfluous. When these eventually disappear, the communes and infrastructure set up by appelists will have replaced it: "seize power without governing."

Creating autonomous infrastructure has been critically important for many radical movements across the world and throughout history, from conflictual squats to self-organized social centers in Europe to liberated land in Latin America. However, the proposals that Inhabit puts forth for autonomy have several significant problems:

- It's not specified who we are finding when we find each other. This allows for any number of alliances, including problematic ones, such as with politicians or people who lean towards right-wing libertarianism. It is also very difficult, despite Inhabit's detailed attention to imagery of struggles and proposals for the future, to clearly understand who and what the "we" of Inhabit is actually against.
- Settlers in the U.S. or Canada buying land and starting a land project, or starting businesses in gentrifying neighborhoods, typically doesn't constitute a liberatory project, but rather replicates settlement as a key aspect of how our enemies—settler colonial states like the U.S. and Canada—function. Inhabit skips over this problem completely and does not discuss settler colonialism.
- Indigenous-led struggles are cited as inspirational examples, but there is no mention of race or gender, nor of colonization, as ethical or even strategic concerns en route to destitution. To completely omit discussion of race in a struggle based in the United States—or anywhere, for that matter—amounts to a variation of colorblind racism. Breezing right past any discussion of gender roles in the "commune" is yet another cost of Inhabit's unrelenting emphasis on what we have in common. "The commune" is turned into a mythic superior entity into which individuals, with all their messy differences and varying experiences of systemic oppression, are asked to melt for the

common good.

- The concept of “destitution,” in which partisans “starve” the economy by not participating in it, assumes that capitalism and the state power behind it will wither away if enough people exit from their grasp. This idea is just hopelessly historically inaccurate, and it would seem to encourage our struggles to be less conflictual, when in reality conflict is integral to any battle against the state.

The simplicity of this program is a marketing strategy, designed to appeal to as many people as possible, and it’s from this approach that many problems emerge. Who we organize and live with, who we align ourselves with, our complicity with capitalism and other forms of oppression, the need for risk-taking and violence, the relationship between our personal desires and our responsibilities to others—these are all complex questions that we are constantly navigating as we move through this world towards anarchy. No little orange pamphlet advertising a nice-sounding “life in common” and glossing over the harsh realities of racism, gender, and settler colonialism can provide the answers.

We have often observed appellists drawing false equivalencies between their land projects and Indigenous attempts to defend and/or reclaim ancestral territory and traditional lifeways. This is counter-productive to the success of the latter projects. As the authors of “Another Word for Settle” write, this kind of “back to the land’ politics [...] at worst set[s] the stage for the development of twisted settler claims to Indigenous land,” claims that “will shatter the relationships we should seek with anti-colonial Indigenous allies, and risk strengthening settler reactionary tendencies that we should be fighting.”²

The directive to accumulate property pops up again in the equally programmatic anonymous text “How to Start a Fire,” which does not instruct the reader on arson but does offer the laughably tone-deaf advice to “organize to purchase housing as soon as possible” and to “rent space. Better yet, buy buildings, get property.” Much of their description of building something in common while not “obsessing over the morality or ‘internal dynamics’ of such ventures” could easily describe any type of collectivity—a homeowner’s association, for example. The moments in their writing when they elaborate on what their vision of territorial autonomy might actually look like—for example, their focus on starting businesses as part of their revolutionary project — demonstrate that their utopia is painfully bland, carefully managed, and (based on our experience) very likely built on family money.³

THE PERSPECTIVES: COMPOSING THE PARTY

Appelism is not the only radical tendency that proposes authoritarian approaches to struggle, just one that can be harder for anarchists to clock. Appelism draws from certain communist and other leftist⁴ traditions in significant ways, but dresses old ideas up in hot new language and aesthetics so they seem cutting edge and can sneak in unnoticed.

Anarchist theorists abroad have suggested that, more specifically, appelism is a descendent of Blanquism. This ideology is an authoritarian communist strain of insurrectionalism based on Louis Auguste Blanqui's idea that revolution should be carried out by a relatively small vanguard of highly organized conspirators in a secretive party structure, positioned to lead insurgents through a unified strategy.

The authors of "Blanqui or the Statist Insurrection" write: "[Blanqui's] conception of insurrection as the result of a strategic movement and not as a social event led him to conclude that the end justified any means. For him, it was not the method that counted, but the result, that is, the effective conquest of political power" (26).

Furthermore: "If the insurrection is defeated despite the courage and enthusiasm of those who take part in it, it is because 'organization is missing. Without organization, there is no possibility of success.' This seems obvious, but how does one obtain this organization, this coordination, this agreement between the insurgents? Through the horizontal, pre-emptive and widespread diffusion of an awareness, of understanding, of an intelligence of the necessities of the moment (anarchist hypothesis), or through the vertical establishment of a single [militaristic] command that demands the obedience of all, who are kept in ignorance until the necessary moment (authoritarian hypothesis)?" (23). This authoritarian theory of insurrection is expanded with the influence of the Italian communists of Autonomia during the '70s, with their emphasis on lyrical style and forming networks of autonomous spaces, as well as the Situationists, with their self-appointed position of the intellectual avant-garde.

Appelism also takes up the more traditional communist idea that the international working class is the main character of anti-capitalist struggle, but repackages the idea as the "imaginary party" of insurgents against capital. When reimagined as informal, individuals across the world don't have to get a membership card to be in the party, and in fact they rarely consent (or are asked) to be included in the appellant strategy. This is very different from an anarchist framework of internationalism in that it effectively subsumes diverse struggles,

creating the image that everyone is contributing to a grand plan that has already been set in motion by others, instead of recognizing those struggles on their own terms.

Along with other varieties of authoritarian communism and the broader Left, appelism calls on us to unify under some banner (imaginary or otherwise) under which individual dissension or internal conflict is viewed as divisive or counterproductive to the vaguely articulated common goal. In appellant discourse, this manifests largely around the idea of “composition” and the vague shared goals of an international “imaginary party.” That is, their politics rely on a rebranded version of up-down realignment, in which left-right distinctions among the proletariat are less important than our common fight against the “elite.” Composition is their theory of how these different interests, from good citizens to those they deem “Black proletarians,” can unify into a “historical force.”

Composition attempts to steer different sectors of a struggle or movement in the same direction (towards the appellant vision of victory), by fabricating (and enforcing) consensus on aims and means and suppressing contradictory or dissenting voices. Often presented as a framework for embracing diverse approaches while fighting for a common goal, composition aims to draw disparate elements into a unified strategy, masking fundamental disagreements “as crucial as the relationship to legality and to institutions (parties, unions, media, etc.), the use of violence and the open door to negotiation.”⁵

The text “The Strategy of Composition,” published by III Will in early 2023, creates a false dilemma by depicting autonomy and decentralization as resulting in “non-relation (tolerant separation),” whereas composition, “if we wish to restore a horizon of victory,[...] inevitably means accepting compromises.” Composition lays the groundwork for plain old authoritarian power. When one group’s autonomy gets in the way of the dominant group’s compromises, the unruly actors must be brought into line, or risk the movement’s “decomposition.” This framework acts as a way of pacifying uncontrollable situations, uplifting the classic “common front” to make conflicts and contradictions disappear without needing to resort to evoking “the masses”—a phrase that is out of fashion—to do so.

It is useful to distinguish the Imaginary Party, which is what they seek to create through composition, from the appellantists who are actually in the know and who create the strategies they try to impose on broader movements. Composition emphasizes the removed, bird’s-eye perspective of the expert (the composer, if you will) who oversees where everyone fits, and so is well-positioned to impose their strategy onto groups and individuals that are in actuality

fighting for their own reasons and in their own way. An anarchist approach, on the other hand, involves not tolerant separation, but rather coordination and free association between self-organized autonomous networks that may have differing strategies and tactics.

Appelist authors often construct their arguments around a “we” that does not refer only to themselves, but also presumes to speak for the feelings and experiences of a broader “we” that also includes the reader. They tell us how “we” feel, and the reader is swept along into the author’s conclusions, which they are led to feel they reached on their own terms. If the reader feels some resistance or hesitancy, they are forced to bail completely and take up a position on the outside of this romantic collectivity, outside of this “historical force,” which is not such an easy thing to do. This actually draws you, the reader, into their party (or force, commune, etc).

The theory of “opacity,” which holds that their party and its networks should not be visible to the outside, is used to justify appelist’s unwillingness to acknowledge the existence of appelism outside their inner circles. This is a distortion of anarchist conceptions of informality and security culture in order to make it difficult to identify and challenge hierarchical structures and authoritarian ambitions.

PERSPECTIVES ON RACE AND SOCIAL POSITION: EXTRACTION & ERASURE

The Coming Insurrection’s title is an homage to *The Coming Community* (1990), an influential work by Italian philosopher Giorgio Agamben, who was connected to the editors of Tiqqun. In this book, Agamben argues that the greatest threat to the state is a community that’s been formed out of individuals who have broken with the particular identities that are imposed on us, a community that simply enjoys its being-in-common without “predicates” or conditions of belonging.⁶

Agamben and Tiqqun (correctly) argue that identities like race, gender, and nationality are imposed on us for the purpose of social control. It’s important to fight the ways in which the state compels us to identify with socially constructed identities as though they are essential parts of our individual personalities. The authors take an incorrect turn when this leads them to “reject all identity” (*The Coming Community*, 67). While we also strive to end socially constructed identities, this is not possible when the institutional powers that created and

uphold them are still intact. Refusing to consider how our respective social positions might cause us, inadvertently or otherwise, to replicate aspects of structural domination that we're purportedly fighting against doesn't help us overcome them at all.

Appelists' attitudes around identities like race and gender vary widely. Many appelists and theorists adjacent to them do not ignore race at all and are in fact very vocal on the subject of its importance—but in a way that uses the racialized populations they're discussing for their own purposes.⁷ There's also the case of Inhabit, which avoids considering race and gender but insists on a class-based framework, as we'll discuss in more detail later in this section.

III Will Editions, the U.S.-based website and set of social media accounts, publishes essays by a wide variety of authors that highlight this diverse and sometimes contradictory set of viewpoints on race and social position. A common thread we can observe across many of these essays and in III Will's social media posts, though, is a tendency to romanticize other peoples' struggles and project their own political framework onto them. There also often appears to be a desire to transcend race, along the lines of Agamben's approach (described above), despite the reality of its continued existence as a major shaping force in the United States.

This romanticization and projection is evident in commentaries on the activities of subcultures that the author is clearly not part of (for example, the essay that III Will published about sideshows). These often treat the participants like heroic innovators developing the newest tactics for the coming insurrection. These commentaries are presumptuous and feel a lot like anthropological studies. Where the appelists project an identity (the partisan⁸) onto anonymous lawbreakers, anarchists can learn from other rebels without needing to label them or make their actions legible within our own strategy.

The desire to minimize the importance of racial difference across struggles can be found in the tendency of a number of appelist authors to subsume race to class in an argument for unity. This is evident in Inhabit's "Kenosha, I Do Mind Dying," published by III Will in 2021. The author attempts throughout the piece to bring the 2020 riots for Black lives back to class struggle, subsuming the importance of race to that of class over and over again, but we get to the crux of it in the essay's discussion of Kyle Rittenhouse and the author's notion of "fratricide."

"There is a terrifying anger that we all possess, a capacity for violence that's funneled through both 'legitimate' channels like the cops and military and illicit channels like gangs and militias. It's no coincidence that the other side of that capacity for force is the fraternal principle on which all of these organizations are founded. The desire for a sense of belonging and community are, at the core, the real driver of this violence: people will kill to belong. [...] Kyle Rittenhouse represents the funneling of suburban despair through the vile fiction of cultural war.

Exaggerating cultural differences as political—or even ethnic—is advantageous for the elites, because if America were to come to grips with the ruin they have wrought, those hundreds of millions of guns might find new targets. They would prefer we commit fratricide because a left-right civil war is far easier to manage than the possibility that we might leave their terminal civilization, and take our labor with us."

Here the author ignores certain key structural dynamics, seemingly in order to argue for some kind of unity with people on the right who are from a similar class position. In the first paragraph, the author discusses the police's executions of Black people as well as Rittenhouse's murder of BLM protesters as though they are the same thing as gang violence among the poorest and most racially oppressed populations in the country. All these examples of violence, the author implies, are simply motivated by a desire for "belonging and community." This requires ignoring the completely different circumstances at play, for example that police (and police violence) exist to protect the state's control over its population, and, like the Rittenhouse murders, to maintain a regime of racial as well as economic subordination.

At the end of the day, it's implied, we are all brothers, and our left-right civil war is something we should overcome so we can collectively let capitalism crumble. This essay articulates a vision of left-right unity that is often echoed in appelist media; for example, some Vitalist International person casually sported a gadsden flag in a very strange solidarity video addressed to those fighting in Hong Kong. VI also tweeted the following about a protest organized by Patriot Prayer at the Oregon State Capitol in the weeks before January 6th, 2021: "as protesters skirmish with police to build an autonomous zone at the capitol, the polarization could pivot from left-right to top-bottom [...] Can "patriots" escape identity politics and build common cause with other exploited people?"

It's interesting to note the use of the term "identity politics" here. This might as well be a quote from Patriot Prayer leader Joey Gibson, who, in 2018, when pressed to clarify his relationship to white nationalists, said "I would say the same thing to them that I would say to any Black nationalist or Mexican nationalists [sic] group, we have to drop the identity of politics and focus on what is on the inside." Is VI, like Gibson, arguing that white nationalism is simply another flavor of identity politics? There are obviously salient anarchist critiques to be made of certain leftist engagements with questions of identity, but if you can't tell the difference between white nationalism and leftist identity politics, you are missing some pretty important details about how race and power work in America.

Perhaps VI has genuinely been confused by Gibson's claims that Patriot Prayer is merely a group that advocates for "peace and love," "freedom," and Jesus, but the links between Patriot Prayer and more explicitly fascist groups are hardly a secret. Long before the 2020 rally at the Oregon State Capitol, antifascists had extensively documented how Patriot Prayer welcomed white supremacists and neo-Nazis into its ranks. What's more, the apparent desire of appellees to graft their own ideas onto every instance of social conflict (e.g. describing the Oregon State Capitol riot as "an autonomous zone at the capital") leads to some disturbing elisions of the actual dynamics on the ground. Far from being anti-state rebels, Gibson and his Patriot Prayer group are rather frequent collaborators with local police departments. They are known for passing intelligence about antifascists to the Portland police and for physically handing antifascists over to riot cops at Patriot Prayer rallies. That "patriots" and police have also clashed on several occasions doesn't change that their project is simply to defend a different (more fascist) vision of the state, rather than to challenge state power. In the bloody history of the 20th century, fascist groups have often fought the police in the streets. That has never made them our friends.

Elsewhere, appellees have made appeals to sentiments that are, if not far-right, at the very least hallmarks of American patriotism. III Will's "The Next Eclipse" writes that "America—while flawed and incompletely realized—was inseparable from an inspiring vision of human progress." In 2012, Woodbine collective members found it appropriate to bring American flags to a protest following the murder of Trayvon Martin. Woodbine also dipped its toes into third positionism with their text "Nomos of the Earth" (2014), employing the theories of Nazi jurist Carl Schmitt as its central reference without any caveats.

While capitalism certainly benefits from racial and cultural divisions within the economically oppressed classes, the idea that racism *only* exists as a tool of capitalism is a mostly

outdated and offensive one these days. Returning to “Kenosha, I Do Mind Dying,” the author of this piece avoids talking about class in the style of traditional communism, instead using the phrase “the elites,” but ultimately the idea they’re presenting is an old one. The refusal of those of us fighting against all oppression and for total liberation to see people like Rittenhouse as “brothers” is not just a historical mistake that has hurt the chances of a potentially unified working class. We shouldn’t sympathize with racists on principle, but even if we are only thinking strategically, racist vigilantes have always been integral to the maintenance of this country that we are trying to destroy.

Appelism has some very strong populist undercurrents; as we have seen, its obsession with speaking to “regular” people means that it often adopts the language of liberalism, patriotism, or the reactionary right. Meanwhile, almost anything or anyone can be part of the Imaginary Party. This leads to uncritical support for a range of populist movements, while glossing over their reactionary elements.

Consider, for example, another text from Woodbine, which discusses the Maidan movement in Ukraine in 2014:

“In its particular grey urban camo and ice-hued tonality, Maidan is but the most recent elaboration of what we have been witnessing and participating in over the past years, as it plays out in different languages, different places[...] Faced with this incredible sequence of uprisings, to ask “who are the insurgents?” —“is it the workers, no, they are the middle class, the poor, wait where are the poor? The white, the black, no wait where are the black people? Where are the women?”— is to miss the point entirely, to treat a situation as an object to be judged, to treat living beings as a mass of subjects.[...]

What is unfolding around the world today—what you see in the eyes of the young man just back from Maidan, in the grinning through the gas that filed Taksim night after night, in the soccer clubs defending Cairo, you or me at Zuccotti at 4am, the kid we met there on the way to defend the park, who saw it on Reddit and just had to go, in these women giving a new meaning to cocktail party—this is absolutely singular. Hence historical. Hence common.”

— 1882 Woodbine, “The Anthropocene,” *Short Circuit: A Counterlogistics Reader*, 2015.

Both Maidan and Occupy were complicated and often contradictory moments of social upheaval. To a greater or lesser extent, each movement contained both liberatory and reactionary interventions and influences. We can be inspired by fierce resistance of Maidan protestors to massive state violence, or by the new possibilities for self-organization and attack elaborated in some corners of the U.S. Occupy movement, but it would be irresponsible not to also examine the reactionary elements present in both movements. Neo-nazi participation in the Maidan movement, or the tendency of Occupy's nebulous anti-elitist rhetoric to attract reactionary and far-right elements, should not only be troubling, but should also motivate us to articulate and act on anarchist visions of freedom that have no space for these enemies.

Unfortunately, appellees rarely seem interested in this kind of critical participation in social struggle. For them this is "to miss the point entirely." The same populist impulse to subsume everything and everyone into their commons, their whatever singularity, or their party, leads not only to an erasure of social position, but also to a disregard for meaningful political differences. There is nothing in common between those of us who want to destroy racial capitalism and class society in their entirety, and the fascists who would rather see us dead.

Another example of the unsatisfactory ways in which appellees and many of their communist associates relate to social position in the U.S. is the notion of "the Party of George Floyd—the composition that announced itself in the 2020 uprising" that the organization Spirit of May 28 recently tried to popularize. The organization, which has since disbanded, used the name of a Black man who was assassinated by the police as the trademark of their Party, branding the uprising that followed as an example of their own preexisting political framework rather than trying to understand the movement for Black lives and against police on its own terms. The organization's writings suggest that its members expect poor and Black populations to offer a new "revolutionary opening" in the United States, an expectation that is fated to cause even more racially charged resentment and disappointment.⁹

THE PRAXIS: BETWEEN RECUPERATION AND AUTHORITARIANISM

Appellees are often involved in the same struggles or scenes as anarchists, but their practices are incompatible with anarchism. It is not our goal to label everyone who might be influenced by their ideas as an appellee, but rather to critique those who act like undercover politicians,

operating according to the age-old authoritarian logic that the ends justify the means. We refer here to those who will tell you what they think you want to hear, then move right along or get really vague when discussion begins to touch too much on anarchist ideas, making their departure from anarchist principles hard for many people to notice at first. Based on our experience, behind closed doors appelleists mostly despise and look down on anarchists as naïve,¹⁰ and refer to working with them as one of their many “unholy alliances.”

Anarchism is central to the appelleist mythos. Appelism presents itself as the logical evolution of anarchism, which they paint as a youthful stepping-stone to their more mature strategic conclusions. The story goes something like this—we tried anarchism, until it became clear that it doesn’t “work,” i.e. doesn’t lead us to the version of victory that appelleists embrace. This narrative attracts people, often from academic and activist backgrounds, who are willing to make compromises to get results. In “How to Start a Fire,” the authors state that after four whole years of “building force” together, they had learned that “the political identities offered to us—anarchist, environmentalist, Marxist, socialist—were constructed for a historical moment which has passed. They have not, for decades, equipped themselves with the means to actually fight. We leave behind the baggage that has left us weak and burdened but still hold onto what has given us strength.”

Appelleists, sometimes explicitly and sometimes more subtly, often reduce anarchism to just one more burdensome “identity” that can only lead to “impotence”¹¹ and “purism,” an obstacle to effective strategy. These theoretical gymnastics are necessary in order to do away with the ethics that are fundamental to anarchist perspectives. Without the “baggage” of an “identity,” they are free to talk to the mass media, act as protest marshals (Atlanta), spearhead the gentrification of Ridgewood, NY, with a yuppie coffee shop,¹² funnel combative struggles into negotiations with the state, organize hierarchically, or run for city council like *III Will* author Nicholas Smaligo. Anarchists have also been known to do some of these things, which is why this text is not just about appelism, but also about developing more honest and coherent practices as anarchists. There is a big difference between holding strong to the conditions of possibility for autonomy and waving anarchism as a “flag of identity in the market of revolutionary processes.”¹³

In reality, the only valuable insights scattered throughout appelleist writings are vampirized from the anarchist tradition: informal organization, autonomy, emphasis on the logistics and infrastructures of domination, etc. In the first section, we discussed how the appelleist focus on building infrastructure, while initially something that would seem similar to our own goals, in

reality tends to reinforce existing racial and colonial relationships to land and place that are fundamental to the continued functioning of the state. In addition, the appellant approach tends to depart from the horizontalism of anarchist practices like mutual aid. While mutual aid projects aim to share resources as part of building trusting relationships in the course of a shared struggle, appellists tend to concentrate material resources and access to them in the hands of a single individual or group. This positions them as gatekeepers of material resources to ensure their own dominant position in key moments of social struggles.

Appellists also seek out power and control through identifying leaders and those in positions of power in liberal nonprofits and legalist organizations and organizing invisibly with them, i.e. among leaders (a method that is justified by the theory of composition). By restricting these liaisons to spaces where they hold social, political, and decision-making power, appellists use these spaces of apparent horizontal encounter to validate their program and amplify their power while delegitimizing any decision-making spaces where they don't have power.

The quest for power also means that a lot of their practices are driven by optics, a desire to present the struggle as legitimate and/or spectacular to the media and “the public.” This is in part because the strategy of composition involves recruiting large numbers of people, but to us it also suggests that their desire for power makes them overly willing to compromise on certain principles. This concern with optics and public legitimacy often leads them to significantly depart from the project of building autonomy from society’s instruments of domination (which include the media and the spectacularization of struggle).

In France, the incompatibility between the anarchist pursuit of autonomy and the appellant desire for power and legitimacy came to a head at a critical moment in the struggle to defend the territory known as the ZAD of Notre-Dame-des-Landes (“zone to defend”). In this case, appellists went behind the backs of other ZAD land defenders, pushed for a deal with the state to legally acquire the land, and did the cops’ work for them by taking down the zone’s defenses themselves as a gesture of good faith to pave the road for negotiations (and just happening, at the same time, to clear the road for the police to raid the territory, which they did in the following days). What will it look like in the U.S., now that appellists, brandishing the outcome of the ZAD as a “victory,”¹⁴ are becoming known presences in some important popular struggles?

As we’ve discussed in this section, appellant ideas are implemented through a variety of authoritarian behaviors and covertly hierarchical social arrangements that shield them from

criticism and obscure the ideological basis on which they operate.¹⁵ The idea of “opacity” typically plays out as a fetishization of normativity and respectability, resulting in spaces where social norms like misogyny and abuse can continue unchecked. These behaviors are not unique to appellees, but rather are reproduced by manipulators and managers of all stripes. The specific nature of appellee authoritarianism, though, which is outwardly subtle but explicitly developed, makes them particularly effective at sneaking these behaviors and arrangements into anti-authoritarian spaces.

The relative lack of (recent) anarchist analysis in the US has left a vacuum that appellees have rushed in to fill. We think it's important for us to not republish or distribute appellee writing (unless doing so with the intention of critically analyzing it), or contribute to their projects, in the interest of not giving them any further legitimacy or enabling them to continue recruiting from anarchist spaces. Often, people who we have spoken to who distribute or read appellee texts seem to value the theory but not necessarily endorse the practices stemming from it. We would encourage people to look carefully at the conclusions the authors are drawing from their analyses of current situations and the practical implications of these conclusions. You don't need a sleek website to publish writing, and anarchists need to develop our own infrastructures for printing and distribution.

INSTEAD...

Anarchist ideas can't be put into practice through an easy program, but that's part of what's important about anarchy. Anarchy is more like a series of questions that we carry through our everyday lives as well as in our struggles against authority and oppression—this is often called “projectuality,” as opposed to “strategy,” since strategy is a term that is often invoked to indicate a need to sacrifice the means to the ends and manipulate other people's actions.

“The key difference between an influential, insurrectionary minority and a vanguard or a populist group is that the former values its principles and its horizontal relations with society and tries to spread its principles and models without owning them, whereas a vanguard tries to control them—whether through force, charisma, or hiding its true objectives—while a populist group offers easy solutions and caters to the prejudices of the masses in fear of being isolated.[...]

The influential minority works through resonance, not through control. It assumes

risks to create inspiring models and new possibilities, and to criticize convenient lies. It enjoys no intrinsic superiority and falling back on the assumption of such will lead to its isolation and irrelevance. If its creations or criticisms do not inspire people, it will have no influence. Its purpose is not to win followers, but to create social gifts that other people can freely use."

– *The Rose of Fire Has Returned: The Struggle for the Streets of Barcelona*, 2012

Approaching our projects through this lens is much harder, but it gives us the tools to think critically and act for ourselves. Individuals and collectives empowering themselves in this way is crucial to the ultimate success of the anarchist project, which depends on people's capacity for nuance and critical thinking. It allows a more accurate assessment of the world around us and what we are doing in it, which is more effective than glossing over certain realities to make the world less confusing and to find more convenient courses of action.

A few questions we could ask ourselves, while keeping in mind our opposition to authority in all forms, include:

- How do we imagine the potential impact of our projects? How is this particular project that I'm undertaking moving towards anarchy, insurrection, and collective liberation?
- How can we develop practices of care, relationships, and collectives that find strength in our differences, rather than striving for commonality through false homogeneity?
- What projects and relationships can we build that will undermine racial and subcultural divides between different insurgent groups, while taking into account the racial and other oppressive dynamics that still exist?
- What does it look like to aim beyond moments of insurrection, to when the question shifts from defending the barricades to supplying them? How does preparing for that shift influence our approach in the present?

The “Imaginary Party” structure of the appelist means that those on the bottom, who support the leaders in what they do, aren't actually entrusted with the full strategy. While those leaders might project a charisma and sense of organization that attracts respect, many in their milieu will also come up against a lot of the same frustrations that are present in traditional left organizing spaces: hierarchy, lack of agency, alienating normalcy, sexual violence, and other oppressions. In the same way that anarchists often attempt to intervene in leftist recruitment efforts by communicating criticisms to the base and demonstrating an alternative through our own projects, we can do the same with regard to those inducted into

the Imaginary Party. While we encourage rejecting authoritarian practices and the shot-callers of the appelist milieu, we leave it open to readers to decide how they want to relate to the rest of their networks.

By identifying the principles that are fundamental to an anarchist ethic and collaborating with others on that basis, we can make our struggles inhospitable to those with authoritarian ambitions, whether appelist, tankie, or DSA liberals.

FURTHER READING

“Another Word for Settle: A Response to ‘Rattachements’ and ‘Inhabit,’” mtlcounterinfo.org, 2021 (for how appelist strategy is an extension of settler colonialism)

“Decisions, Compositions, Negotiations,” trans. Ungrateful Hyenas, in *Decomposition: For Insurrection Without Vanguards*, 2023 (for a closer look at the logic and practice of composition)

Breaking Ranks: Subverting the Hierarchy and Manipulation Behind Earth Uprisings, 2023 (for further discussion of manipulative and vanguardist practices, the spectacularization of the struggle, and the use of radicals as shock-troops)

“Blanqui or the Statist Insurrection,” trans. Ungrateful Hyenas, in *Decomposition: For Insurrection Without Vanguards*, 2023 (for tracing the perspective of authoritarian insurrectionalism to its source)

NOTES

1. The phrase “party of insurrection” is used in Proposition 14 of *Comité d’occupation de la Sorbonne en exil* (2006), *Les mouvements sont faits pour mourir* (2007), “The Kazakh Insurrection” (III Will Editions, 2022), “Civil War, Dialectics, and the Possibility of Revolution” (Spirit of May 28, 2023), and “On Destituent Power” (Tronti, III Will Editions, 2022). ?
2. “Territorial autonomy, if seen as a strategy for the destruction of capitalism and the state, includes the long term work of developing zones where cops cannot go, where the means to sustain and reproduce those who live there can be found, where a large

group of committed and connected people of all ages has the means and the need to defend that territory, over generations. We can look to where this work has already been done for hundreds of years to see examples: Wet'suwet'en territory, Elsipogtog, Barriere Lake, Six Nations, Tyendinaga, Kahnawá:ke, and Kanehsatà:ke. This work has by and large not been done for hundreds of years by non-Indigenous communities – we are starting from zero, and thus even if prioritizing our own territorial autonomy seemed ethical, it would not be likely to be strategic because settler communities in a settler society have much less structural conflict with the colonial system. It does not make us weaker to prioritize the fight for the territorial autonomy of communities of which we are not a part. It makes us stronger, if by doing so we build relationships that contribute to revolutionary contexts in which the goals of settler revolutionary networks converge with those of anti-colonial Indigenous groups" ("Another Word for Settle: A Response to 'Rapprochements' and 'Inhabit,'" 2021). ?

3. From *The Coming Insurrection* (2007): "There is no reason that the interminable subsidies that numerous relatives are compelled to offload onto their proletarianized progeny can't become a form of patronage in favor of social subversion." From "The Next Eclipse" (2018): "A craft brewery or ice cream company that builds its own local production network can be a partisan project". From "How to Start a Fire" (2017): "Get property. Pirate radio. Build stoves. Learn to cook. Learn Languages. Get arms. Open street carts and businesses. Occupy buildings. Set up cafes. Diners. Restaurants. Pizza shops. Book stores. (...) The family lake house is repurposed to sleep a hundred for a summer strategy meeting. Slowly, something is growing." ?
4. The term "leftist" comes out of the parliamentary division (in European and other countries) between right and left among elected political representatives. Leftism in the U.S. context similarly is embedded in the mechanisms and perspectives of a radical wing of a political tendency that includes such representatives. As such, leftism often involves big-tent approaches to organizing, as well as a tendency towards wanting to manage and control struggles, which usually end up being in conflict with anarchism's more liberatory principles. We reject the inclusion of anarchism within the left in order to clearly distinguish ourselves from those kinds of compromised and managerial tendencies. ?
5. "Decisions, Compositions, Negotiations" (trans. Ungrateful Hyenas, 2023). ?
6. "What the State cannot tolerate in any way...is that the singularities form a community without affirming an identity, that humans co-belong without any representable condition of belonging" (*The Coming Community*, 86). ?

See for example Shemon Salam's work, discussed in footnote 9. ?

8. Partisan: "of or pertaining to a party or faction". ?
9. Co-founder Shemon Salam recently released a public tantrum qua essay, "Lost in the American Wasteland," published by the anti-state communist journal Endnotes, disavowing the Black radical tradition for not having done the revolution for him yet. See also the SM28 piece (written by Shemon and others) "Akron, Jayland Walker, and the Class War," in which the authors tour Akron after a Black man was shot and then complain about why more people didn't riot afterwards. ?
10. As an interviewee for SM28 said, "I think anarchism is in complete disarray today and should be abandoned. (...) anarchism is irredeemably liberal." ?
11. A quote from "Against' Anarchism: A Contribution to the Debate on Identities" (2018), published on Lundi Matin, the main appelist platform in France whose content III Will regularly translates and republishes. It theorizes: "Calling yourself an anarchist or any other revolutionary identity doesn't help us in any way, it doesn't increase our revolutionary potential and it doesn't help us organize ourselves. What's more, it isolates us and makes us an easy target for repression. Ideological identities are a pillar on which the enemy relies, and it's up to us to abandon them." ?
12. Just a few abhorrent things the authors have seen appelists do in North America. ?
13. "Against' Anarchism: A Contribution to the Debate on Identities." ?
14. "The Strategy of Composition" (Hugh Farrell, 2023). We don't want to contribute to appelists' inflated ideas of the influence that their theories have had in struggles such as Stop Cop City, whose dynamics on the ground exceed and evade capture by the intelligentsia of composition. We also don't want to only cite what they say about themselves, as it gives an exaggerated sense of what they are doing. For example, Spirit of May 28 holds delusions of grandeur about the George Floyd uprising: "No other political tendency was able to find its footing in the struggle or had much of interest to say about it. In the past, we aimed to build spaces of encounter between different tendencies. But today it is clear that our party stands alone" ("Among Friends: Reflections After the George Floyd Uprising," 2021). ?
15. Some of these behaviors are summed up very well in an interview titled "Conflict in Movement" on The Final Straw Radio. ?

Périgueux : Soutien aux inculpés du 8/12

Publié le 2023-10-15 22:10:04

extrait de Sud-Ouest / jeudi 12 octobre 2023

Dans la nuit du mercredi 11 à ce jeudi 12 octobre, de nombreux bâtiments et espaces publics de Périgueux, en Dordogne, ont fait l'objet de dégradations. Sur ces tags de couleurs vertes, bleues et orange, on pouvait lire notamment « **soutien aux inculpés du 8/12** », « **crève l'État, nique la justice** » ou « **police, justice, association de malfaiteurs** ».



Ces inscriptions ont fleuri dans plusieurs endroits du centre-ville : le Théâtre, le centre culturel La Visitation, l'église de la Cité, l'école élémentaire Simone-Veil et la place Francheville, entre autres. [...]



et nique l'ortographe aussi ! ^^





Généré automatiquement par Vive l'Anarchie Daemon.